

Prix 400 F Cfa
N° 3844

Judi 26 janvier 2023

Directeur de la publication
Haman Mana

lejourquotidien@yahoo.fr

https://lejour.cm

le jour

faire savoir, faire voir, faire parler, faire comprendre

Affaire Martinez Zogo

Questions autour de l'enquête



P. 2

Célestin Bedzigui

“Crime et rupture”

P. 14



Document

Lettre-circulaire relative à l'Exécution, au Suivi et au Contrôle de l'exécution des budgets des Collectivités territoriales décentralisées pour l'exercice 2023

Pp. 3-7 et 10-13

SUIVEZ
LE LEADER

Afriland First Bank



Flash
Leasing

Du 1^{er} nov 2022 au 31 jan 2023

5%

Bénéficiez de l'offre exceptionnelle Flash Leasing :

1^{er} loyer
allégé à
5%

Mois de
différé
3

Plus de souplesse
avec une durée de
48 mois

Offre valable pour l'ensemble des Fournisseurs agréés

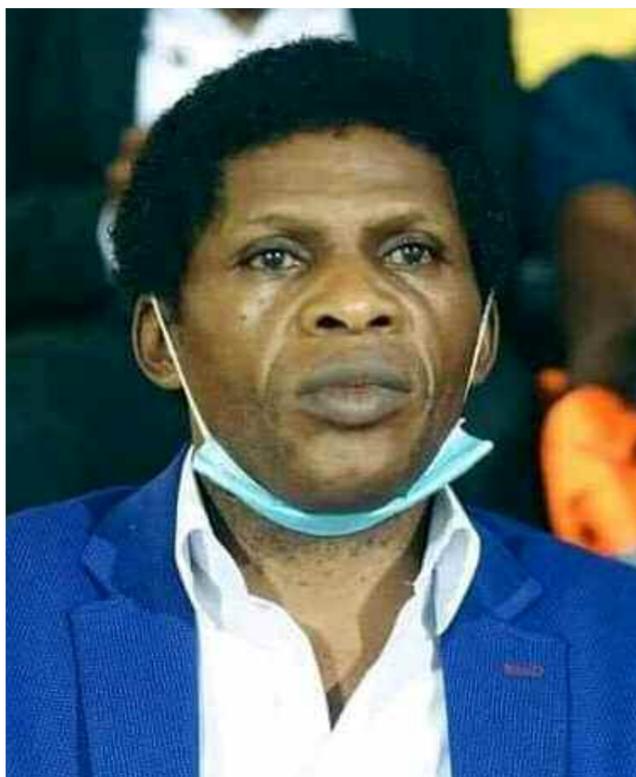
www.afrilandfirstbank.com

qualite@afrilandfirstbank.com

222 51 80 50

600 05 80 05

Affaire Martinez Zogo : questions autour de l'enquête



Quand a eu lieu de décès?

Loin de toute polémique,

Le Jour est à mesure d'affirmer, après concertation avec un médecin légiste, que le

décès a eu lieu à compter de la "découverte" du corps, au moins, 72 heures auparavant. Ce qui nous situe à mardi moins, ce qui rend plausible l'hypothèse de la mise à mort, dans les heures suivant l'enlèvement.

Y a-t-il eu des sévices ?

Oui, y compris ce que l'on ne peut pas nommer. Selon notre légiste, les lésions sur la peau sont des résultantes naturelles de décomposition d'un corps. De même, les doigts qui se sont détachés sont la résultante de l'avancement de la décomposition. Les terminaisons étant les premiers éléments à se détacher. Pas celles d'un éventuel acide. Mais de manière évidente, certains orifices naturels ont été défoncés avec des objets dont la nature est indéterminée.

Et l'identification?

Les enquêteurs prennent les précautions d'usage,

lorsqu'un corps ne peut être identifié de visu. Même si les vêtements, dans la mise en scène des assassins ont été abandonnés afin que l'on puisse avoir un premier indice d'identification, il faudra de manière indubitable établir l'identité du corps par un test d'ADN. Les prélèvements ont été effectués sur des parents du supplicié, ainsi que sur la dépouille, afin d'établir l'identité de ce dernier. seulement, les prélèvements effectués depuis dimanche 22 janvier, n'ont toujours pas été expédiés à l'étranger pour leur analyse, ces tests ne se faisant pas pour l'instant au Cameroun. La raison? On n'a toujours pas payé pour cela. Qui devrait payer? La famille? Ce serait grossier de le leur demander.

Voilà où bloque ce pan important de l'enquête. Le jour a pu consulter grâce à Internet, les prix, qui tournent autour de 500€.. (325.000 CFA environ).

Chantal Kenfack

Un forum transfrontalier sur la paix Tchad/Cameroun.

Depuis mardi dernier à Ebolowa, les experts des deux pays voisins font une évaluation approfondie de l'état de la situation humanitaire et sécuritaire avec des recommandations concrètes.



Renforcer et consolider la coopération transfrontalière entre les deux pays. Tel est l'objectif stratégique du forum transfrontalier entre les deux pays. A cet effet, le forum évalue et analyse la situation sécuritaire, politique et humanitaire dans les régions transfrontalières cibles du "projet les jeunes, tisserands de la paix". Le forum identifie également les domaines où la coopération et le soutien devraient être renforcés et offre l'opportunité de partager les meilleures pratiques entre les experts internationaux, régionaux et les acteurs nationaux et locaux engagés dans le maintien de la sécurité transfrontalière. D'après Alexandre Legrand Ngoutchimé, secrétaire général des services du gouverneur de la région du Sud, « les activités criminelles observées de part et d'autre de la frontière entre le Cameroun et le Tchad continuent d'avoir cours. Un phénomène régional dépassant les frontières et les juridictions. Les enlèvements contre rançons des personnes et spécifiquement des femmes et des enfants ainsi que les trafics de tout genre et précisé-

ment d'espèces sauvages et protégées ».

Il poursuit : « des ressources naturelles, d'êtres humains et de produits prohibés continuent de représenter un réel défi pour la paix et la sécurité des Etats. Ce d'autant plus que ces actes traversent les frontières et commettent des infractions dans plusieurs pays ». Cas de figure, les trafics illicites commis dans un pays de la région du lac Tchad peuvent avoir été planifiés dans un autre. Les fonds collectés et les auteurs recrutés au-delà des frontières. A titre d'illustration, le massacre de Binder, vivement ressenti dans le pays, est à l'origine de la création d'une garde forestière et faunique. Pour Christine Kotna Abega, chargée des projets à l'Onu Dc, « il y'a un réel besoin d'établir le dialogue avec tous les éléments des communautés frontalières y compris les forces de défense et de sécurité ». Le forum transfrontalier entre le Tchad et le Cameroun sur les questions de la paix et la sécurité à Ebolowa s'achève ce jour.

Jérôme Essian

Ni John Fru Ndi rend hommage à Martinez Zogo

Condoléances. Le Chairman du Social democratic front (Sdf) était au siège d'Amplitude Fm hier soir pour saluer la mémoire de l'ancien présentateur de l'émission « Embouteillages » et de reconforter la famille du défunt.



Yaoundé le 25 janvier 2023. Le Chairman Ni John Fru Ndi au siège d'Amplitude FM.

On n'est pas prêt à oublier cette onde de choc que traverse le Cameroun depuis le 22 janvier 2023. Cette image du corps mutilé de Martinez Zogo continue de faire le tour du monde. Enlevé le 17

janvier 2023, ses restes ont été découverts le 22 janvier en état de décomposition. Un assassinat qui a contraint le Chairman Ni John Fru Ndi à se rendre hier soir (entre 18h et 19h), au siège d'Amplitude Fm où travaillait le

défunt. Le visage de l'homme politique en disait long sur son ressenti car la douleur est loin de retomber. Incliné devant la chapelle ardente, le numéro 1 du parti de la balance a allumé une bougie en hommage au «

Maestro ». L'instant était lourd. Le Chairman croise les doigts pour que justice soit faite sur cet assassinat inexplicable. Il était d'ailleurs accompagné d'une forte délégation constituée des membres du Sdf parmi lesquels le vice-président, Joshua Osih. Le candidat à la dernière élection présidentielle n'a pas caché son indignation. « Depuis 1990, nous sommes pour la liberté de la parole dans ce pays. Nous sommes pour la dépenalisation des délits de presse ; nous sommes pour la protection de ce qui entoure la démocratie. La presse n'est pas des moindres. Avant d'arriver à la justice, nous devons mettre des mécanismes pour que cela n'arrive plus jamais », a-t-il martelé.

Au Social democratic front, il est question d'une mobilisation collective pour que justice soit faite. « Ce n'est jamais facile de dire en avance que justice soit faite. Si on s'y met tous en avance, on aura le résultat attendu. C'est un assassinat crapuleux qui n'a pas lieu d'être. Il faudrait qu'on se mobilise tous ensemble pour assurer à la famille du défunt, que justice soit faite », a conclu Joshua Osih.

Solière Champlain Paka

le jour

Publiez vos annonces à partir de **5000 F cfa.**

*Améliorez votre visibilité à moindre coût.

*Faites asseoir votre notoriété

*Booster vos affaires

*Réservez votre espace sur l'adresse suivante :

lejoursevicecommercial@yahoo.fr

Yaoundé : 22 04 01 85 / 96 98 62 64 / 99 74 95 85

Douala : 77 68 10 34 / 99 93 76 72

HARO SUR L'INJUSTICE

Libérez PARFAIT SIKI

#freeSiki

00000192 /LC/MINFI du 06 JAN 2023
LETTRE-CIRCULAIRE
 relative à l'Exécution, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution des budgets des Collectivités Territoriales
 Décentralisées pour l'exercice 2023.

Le Ministre des Finances

A

Messieurs :

- Les Présidents des Conseils Régionaux ;
- Les Présidents des Conseils Exécutifs Régionaux ;
- Les Maires de Villes.

Mesdames et Messieurs :

- Les Maires des Communes d'Arrondissement ;
- Les Maires des Communes ;
- Les Contrôleurs Financiers ;
- Les Comptables Publics.

La présente Lettre-Circulaire, prise en application des dispositions de la loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées, précise les modalités pratiques relatives à l'Exécution, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution des budgets des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) au titre de l'exercice 2023.

L'exécution des budgets des CTD pour l'exercice 2023 se déroule dans un environnement international où l'économie mondiale a fortement été impactée par la Covid19 et fait face aux effets négatifs de la crise russo-ukrainienne, avec des perspectives incertaines.

En 2022, selon le FMI, la croissance économique mondiale a régressé de 6.0% à 3.2% en 2021, tirée par les trois principales économies du monde que sont les Etats-Unis, la Chine et la zone euro. En Afrique subsaharienne, la croissance est estimée à 3,6% après 4,7% en 2021, en raison du renchérissement des importations, de la perturbation des chaînes d'approvisionnements et du durcissement des conditions financières liées au conflit russo-ukrainien. Dans la zone CEMAC, la croissance s'est accélérée de 1.5% en 2021, à 3.2% en 2022,

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

grâce à l'activité non pétrolière portée par les politiques de diversification et d'amélioration de la production locale.

En ce qui concerne les prix, le taux d'inflation de l'économie mondiale a été porté à 4.7% en 2022, contre 8.8% en 2021, en dépit de la conjoncture internationale. Il serait cependant passé de 11,1% en 2021, à 14,4% en 2022, en Afrique subsaharienne, et estimé à 5,2% contre 1,6% en 2021, dans la zone CEMAC. En 2023, le ralentissement de l'économie mondiale devrait se poursuivre, avec une croissance projetée à 2,7%, toujours entraînée par les États-Unis, la Chine et la zone euro. En Afrique subsaharienne, elle est projetée à 3,7%. Dans la zone CEMAC, l'activité devrait continuer son accélération, avec un taux de croissance projeté à 3,4%, soutenue par le secteur non pétrolier qui tirerait profit de la diversification et de l'amélioration de l'offre locale.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale devrait reculer à 6,5%, grâce aux politiques monétaires désinflationnistes pratiquées par les Banques Centrales. Elle est projetée à 11,9% en Afrique subsaharienne et à 3,5% dans la zone CEMAC.

Au plan national, la croissance est estimée à 3,7% en 2022, contre 3,6% en 2021. Du point de vue de l'offre, elle est tirée par le secteur non pétrolier, dont le taux de croissance estimé est de 3,8%, celui du secteur pétrolier étant nul. Concernant les emplois du PIB, la consommation des ménages devrait progresser de 2,7%, en dépit des tensions inflationnistes. Elle bénéficie de l'évolution favorable des revenus agricoles, des crédits à la consommation, des transferts de la diaspora, des créations d'emplois, ainsi que des mesures de soutien visant à limiter l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages. L'investissement devrait fortement ralentir en 2022, avec une hausse de 0,5%, contre 12,1% en 2021.

En ce qui concerne les prix, le taux d'inflation est estimé à 4,6% en 2022, contre 2,6% en 2021. La hausse des prix est atténuée néanmoins, par les mesures de soutien prises par le Gouvernement pour limiter l'incidence de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages.

En 2023, la croissance devrait s'établir à 4,2%, en liaison avec la dégradation des perspectives de l'économie mondiale, dont -1,3% pour le secteur pétrolier et 4,5% pour le secteur non pétrolier, la croissance est prévue à 4,5%. L'activité non pétrolière devrait être soutenue par les branches suivantes : (i) dans le secteur primaire : agriculture des produits vivriers (3,5%) ; agriculture industrielle et d'exportation (6,0%) ; élevage et chasse (4,0%) ; pêche et pisciculture (3,7%). (ii) dans le secteur secondaire : industries agro-alimentaires (4,1%) ; Bâtiments et

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
VISA

Travaux Publics (7,8%). (iii) dans le secteur tertiaire : commerce et réparation de véhicules (4,5%) ; restaurants et hôtels (4,3%) ; éducation (4,9%) ; Santé et action sociale (4,8%) ; informations et télécommunications (6,2%) ; activités financières et d'assurance (8,2%).

S'agissant des prix, l'inflation devrait rester en dessous du seuil de 3% fixé comme norme communautaire dans la zone CEMAC.

Face aux incertitudes créées par les effets néfastes des crises sanitaire et sécuritaire sus évoquées, l'objectif des pouvoirs publics, dans le cadre de la loi des finances 2023, est de rationaliser la gestion des finances publiques locales, à travers la poursuite de l'encadrement juridique des sources de recettes et de dépenses des CTD. La finalité étant de garantir le réalisme dans leurs prévisions budgétaires respectives.

Au regard des exigences de renforcement de la cohésion sociale et d'approfondissement du processus de décentralisation, les acteurs des CTD doivent se mobiliser autour des enjeux, défis et objectifs visant la mise en œuvre efficace dudit processus. Il s'agit de faire prévaloir la soutenabilité budgétaire, à travers une capacité accrue de planification des actions à mener, pour une mobilisation optimale et une utilisation rationnelle des ressources, en vue de répondre efficacement aux sollicitations spécifiques des CTD au cours de l'exercice 2023.

Pour y parvenir, la présente Lettre-Circulaire reprend les mesures de politiques budgétaires propres aux CTD et précise les modalités d'exécution de leurs budgets.

I. DISPOSITIONS GENERALES

1. Les budgets des CTD sont exécutoires dès le 1^{er} janvier 2023 et couvrent l'année civile.
2. Les dépenses engagées, liquidées et ordonnancées, au cours de l'exercice 2023, doivent être prises en charge par le Comptable Public, au plus tard, au cours de la période complémentaire, qui va du 1^{er} au 31 janvier 2024.
3. L'exécution des budgets des CTD en dépenses et en recettes doit obéir aux règles et procédures en vigueur en la matière. Les natures économiques des dépenses et des recettes, ainsi que la comptabilisation des opérations de trésorerie doivent être conformes aux dispositions du décret n° 2021/3352/PM du 17 juin 2021 fixant le Plan Comptable des CTD. Toutefois, en attendant la mise en œuvre des préalables nécessaires, les CTD peuvent avoir recours, à titre transitoire, à la nomenclature de 2010.
4. L'exécution des budgets des CTD doit se faire en respect :
 - des principes budgétaires et comptables tels que définis par les lois et règlements en vigueur en la matière ;
 - du principe de la séparation et d'incompatibilité des fonctions d'ordonnateur et de comptable. Toutefois, ces acteurs doivent exercer leurs attributions respectives en étroite collaboration.
5. Les Contrôleurs Financiers des CTD doivent s'abstenir d'apposer, après la date du 15 octobre 2023, le Visa Budgétaire sur les projets de contrats à passer sur les budgets des CTD, sauf en ce qui concerne les marchés pluriannuels et les marchés de fournitures, dont les délais de livraison n'excèdent pas un (01) mois ou en cas de dérogation expresse du Ministre chargé des finances.
6. Les dates d'arrêt des engagements et des ordonnancements sur les budgets des CTD, au titre de l'exercice 2023, sont fixées par le Ministre chargé des finances. Toutefois, ces délais ne doivent pas aller au-delà du 30 novembre 2023 pour les engagements et du 31 décembre 2023 pour les ordonnancements.
7. Les liasses complètes des dépenses engagées et non ordonnancées sur les ressources transférées aux CTD, au titre de l'exercice 2022, sont retournées au plus tard le 15 février 2023 à l'administration sectorielle, en vue de leur examen dans le cadre des conférences de reports de crédits organisées au plus tard le 28 février 2023.
8. L'optimisation des recettes fiscales, en l'occurrence les impôts locaux des CTD, doit se poursuivre, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement des mécanismes de recouvrement, notamment par la mise en œuvre progressive du processus de dématérialisation des procédures, en vue d'assurer une meilleure sécurisation des recettes. Dans cette perspective, il est question d'observer les prescriptions ci-après :
 - l'obligation pour les Communautés Urbaines et les Communes d'Arrondissement d'informatiser leurs systèmes de déclaration des impôts et taxes communales ;
 - le paiement dématérialisé (virement bancaire, paiement mobile, ainsi que tout autre moyen de paiement dématérialisé). Toutefois, le paiement en espèce peut être fait auprès des guichets des banques.*

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
VISA
014118 30 DEC 2022

9. Le recouvrement des impôts et taxes communales doit se faire sur la base d'un ordre de recette préalablement émis, liquidé et ordonnancé par l'Ordonnateur de la CTD, afin de permettre un meilleur suivi des encaissements suivant le principe des droits constatés. Toutefois, pour les versements spontanés, le Comptable Public doit solliciter auprès de l'Ordonnateur, l'ordre de recettes en régularisation.
10. Concernant spécifiquement les centres d'état civil, toute recette accessoire liée à l'établissement d'un acte d'état civil, ainsi que toute autre recette collectée dans la Collectivité Territoriale Décentralisée, tels que : les frais de location de salle, les achats des DAO, les amendes issues du désordre urbain doivent être comptabilisées dans les formes et procédures légales en matière de recouvrement des recettes de la CTD.
11. Un accent particulier doit être mis sur la mobilisation des ressources propres avec pour objectif le renforcement de l'autonomie financière des CTD, en vue de l'atteinte de leurs prévisions. A cet effet, les CTD doivent mettre en place des stratégies visant à rechercher une meilleure performance du recouvrement des taxes communales, notamment par une :
 - bonne maîtrise du fichier des contribuables par type de taxes communales, en vue de faire des projections objectives et réalistes ;
 - mise en cohérence des instruments de déclaration par type de taxes communales.
12. Afin de disposer d'une information exhaustive du suivi des recettes mobilisées pour leur compte et d'apporter, le cas échéant, des correctifs aux disparités des chiffres et à l'asymétrie d'informations constatées, les services financiers de l'Etat (DGI, DGTCFM) et les CTD doivent renforcer leur collaboration.
13. Les ressources transférées dans le cadre de la décentralisation comprennent des crédits en Fonctionnement et des crédits en Investissement.
14. Les emplois visés par le décret n°2009/248 du 05 août 2009 fixant les modalités d'évaluation et de répartition de la Dotation Générale de la Décentralisation, concernent :
 - les traitements des personnels et des élus ;
 - les charges de fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat apportant leur concours aux CTD ;
 - les organes de suivi ;
 - les dépenses spéciales de certaines Communes en difficulté.
15. Les ressources provenant de l'Etat, inscrites dans le Budget d'Investissement Public (BIP) du département ministériel en charge des CTD, au titre de l'exercice 2023, sont allouées à toutes les trois cent soixante (360) Communes et aux quatorze (14) Communautés Urbaines. Ces ressources sont destinées à la réalisation des projets multisectoriels matures issus des Plans Communaux de Développement et des Plans Directeurs d'Urbanisme.
16. S'agissant des Régions, une provision est constituée pour le financement de leurs activités en 2023.

II. DES PREALABLES A L'EXECUTION DES BUDGETS DES CTD

A. De la mise à disposition des crédits au profit des CTD

17. Les préalables requis à l'exécution des budgets des CTD en recettes et en dépenses au début de l'exercice sont les suivants :
 - l'accréditation de l'ordonnateur ;
 - la légalité des recettes locales à recouvrer au cours de l'exercice budgétaire ;
 - l'inscription des recettes à recouvrer dans le budget de la CTD ;
 - la réception des documents nécessaires à l'exécution du budget.
18. **L'accréditation de l'Ordonnateur** : le Chef de l'exécutif en sa qualité d'Ordonnateur est d'office accrédité sur l'ensemble des lignes budgétaires de la CTD. A cet effet, il produit un dossier constitué d'une fiche de dépôt de signature, de l'arrêté du MINDDEVEL constatant son élection, de la copie de sa CNI et de son Numéro d'Identifiant Unique (NIU). Ce dossier complet est transmis au Contrôleur Financier et au Comptable Public de la CTD concernée.
19. **La légalité des recettes locales** : l'Ordonnateur doit s'assurer que toutes les recettes à recouvrer dans la CTD sont autorisées par les lois et règlements en vigueur.
20. **L'inscription exhaustive des recettes dans le budget des CTD** : toutes les recettes à recouvrer doivent faire l'objet d'une inscription dans le budget des CTD avant leur exécution.
21. Aucune dépense ne doit être engagée si elle n'est pas prévue dans le budget de la CTD.



22. Les documents que l'Ordonnateur de la CTD reçoit de l'Etat, en début d'exercice budgétaire, sont relatifs à l'engagement des dépenses des crédits transférés. Il s'agit principalement des carnets de bons d'engagement et des autorisations de crédits.
23. A ce titre, des pools de saisie au profit des Ordonnateurs des CTD sont créés au niveau des Contrôles Financiers Régionaux et Départementaux, pour assurer le traitement des dépenses des services déconcentrés et des ressources transférées aux CTD.
24. Les carnets de bons d'engagement et les autorisations de crédits sont réceptionnés auprès des :
 - Contrôleurs Financiers Départementaux territorialement compétents pour les Communes ;
 - Contrôleurs Financiers Régionaux pour les Communes d'Arrondissement et les Communautés Urbaines.
25. La réception des carnets de bons d'engagement et des autorisations de crédits se fait contre décharge comportant l'indication suivante : nom et prénom, adresse complète et le numéro de la CNI. En cas de mandat, l'identité du mandataire est consignée dans le registre de décharge.
26. Les budgets des CTD sont exécutés dans le strict respect des procédures en vigueur de la chaîne de la commande et de la dépense publiques.
27. Les ressources allouées, dans le cadre de l'exercice des compétences transférées, s'exécutent, conformément aux dispositions ci-après :
 - délégation automatique des crédits aux CTD ;
 - assignation des dépenses transférées au poste comptable correspondant.

L'exécution des budgets des CTD doit se faire dans le respect des plans d'engagement et de trésorerie préalablement arrêtés, afin d'éviter l'accumulation du stock de la dette, ainsi que celle des dépenses engagées non ordonnancées (DENO).

Chaque CTD doit veiller à l'engagement effectif des arriérés budgétisés et utiliser exclusivement à cette fin, l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet.

Le règlement des dettes de la CTD est obligatoire indépendamment de leur antériorité. Ces dettes doivent faire l'objet d'une évaluation objective. Ne seront retenues pour paiement que celles, dont l'effectivité des prestations est avérée et les procédures règlementaires respectées. Le paiement du stock de la dette peut être échelonné sur plusieurs exercices, en respectant l'ordre chronologique des engagements.

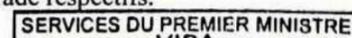
31. Les restes à payer des exercices antérieurs doivent faire l'objet de règlement en priorité au cours de l'exercice 2023.
32. Conformément au Principe de l'annualité budgétaire, les crédits non engagés en cours d'exercice, sont forclos.

B. De la qualité et des rôles des acteurs de l'exécution des budgets des CTD

33. Les acteurs de l'exécution des budgets des CTD sont l'Ordonnateur, le Contrôleur Financier et le Comptable Public.

1. De l'Ordonnateur du budget de la CTD

34. Est Ordonnateur, toute personne ayant qualité, au nom de la CTD, pour prescrire l'exécution des recettes ou des dépenses du budget, dont il a la charge.
35. En matière de recettes et de dépenses, est Ordonnateur principal, le Président du Conseil Régional, le Président du Conseil Exécutif Régional, le Maire de la ville, le Maire de Commune d'Arrondissement, le Maire de la Commune et le Président du syndicat des Communes. Il peut par un acte règlementaire, désigner des Ordonnateurs délégués.
36. L'Ordonnateur est le juge de l'opportunité de la dépense au sein de la CTD. Il prescrit l'exécution des recettes et des dépenses du budget de la CTD, dont il a la charge. A ce titre, il engage sa responsabilité dans tous les actes de gestion effectués par lui pour le compte de la CTD.
37. L'Ordonnateur doit s'assurer du reversement effectif au Trésor Public, des retenues opérées à la source et de toute autre taxe due à l'Etat, dans les délais règlementaires.
38. L'Ordonnateur doit élaborer un plan d'engagement annuel des dépenses, en cohérence avec le plan de trésorerie.
39. L'Ordonnateur doit s'assurer que l'acte accordant les indemnités, primes, gratifications ou tout autre avantage servi aux personnels de la CTD, est adopté par l'organe délibérant et précise les montants attribués aux bénéficiaires en leur qualité, rang et grade respectifs.



40. L'Ordonnateur doit s'assurer du suivi de la passation et de l'exécution des contrats liés à l'activité forestière et faunique. En outre, il doit veiller au suivi de l'activité en forêt par les agents communaux dédiés à cette tâche, maîtriser le circuit du recouvrement et du reversement des recettes issues de l'exploitation des forêts et de la faune. Il doit également veiller à la comptabilisation, ainsi qu'à la bonne gestion de la répartition des revenus issus de cette exploitation au profit de la CTD et des populations riveraines, conformément aux dispositions de l'arrêté conjoint n°000076/MINATD/MINFI/MINFOP du 26 juin 2012 fixant les modalités de planification, d'emploi et de suivi de la gestion des revenus provenant de l'exploitation des ressources forestières et fauniques destinées aux communes et aux communautés villageoises riveraines.

41. Conformément au principe cardinal de séparation des fonctions d'Ordonnateur et de Comptable Public, les Ordonnateurs des CTD doivent s'abstenir de signer les chèques ou tout autre document comptable donnant lieu au retrait des fonds ou au règlement des dépenses.

2. Du Contrôleur Financier de la CTD

42. Le Contrôleur Financier est un agent public nommé auprès de la CTD par le Ministre des Finances.

A ce titre, il:

- effectue les contrôles préalables de régularité et de conformité des émissions des titres de recouvrement des recettes de la CTD concernée ;
- juge de la régularité et de la conformité de la liasse de dépenses avant l'apposition du « Visa Budgétaire » sur tous les projets d'actes d'engagement juridique à incidence financière émis par l'Ordonnateur de la CTD, y compris les baux, les conventions et les contrats ;
- valide la liasse de la dépense par l'apposition du Visa « Dépense Validée » ;
- est responsable de son Visa à l'occasion de ses interventions.

43. Outre le contrôle de régularité exercé sur les opérations budgétaires, le Contrôleur Financier est chargé, de :

- l'apurement des comptes d'emploi des décisions de mise à disposition des fonds avant transmission au Comptable Public de la CTD ;
- la confection du rapport trimestriel d'exécution du budget.

44. Le Contrôleur Financier donne un avis sur le caractère sincère et soutenable du plan d'engagement des dépenses.



Page 9 sur 36

45. Il est tenu de motiver tout rejet, dans un délai de soixante-douze (72) heures, dès réception du dossier.

46. Pour les Communes ne disposant pas de Contrôleur Financier, cette fonction est assurée par le Receveur Municipal. Toutefois, pour le cas spécifique des ressources transférées, le Contrôleur Financier Départemental de rattachement en est compétent.

47. S'agissant spécifiquement des Communes d'Arrondissement ne disposant pas de Contrôleur Financier, cette fonction est assurée par le Contrôleur Financier Spécialisé auprès de la Communauté Urbaine de rattachement, tant en ce qui concerne les ressources propres que les ressources transférées.

48. La confection des comptes d'emploi des décisions de mise à disposition des fonds pour apurement par le Contrôleur Financier Spécialisé, incombe au Comptable Public de la CTD.

3. Du Comptable Public de la CTD

49. Est comptable public de la CTD, tout agent public habilité à effectuer, à titre exclusif, des opérations de recettes, de dépenses, de maniement et de garde de titres, de fonds et de valeurs pour le compte de la CTD. A ce titre, sans préjudice des dispositions prévues par le Règlement Général de la Comptabilité Publique (RGCP), il doit notamment :

- procéder au paiement effectif des salaires du personnel et au reversement, dans les délais légaux, des impôts et taxes retenus à la source, ainsi que des cotisations sociales ;
- veiller au respect du principe de la double signature des chèques et des ordres de virement ;
- préparer et soumettre à l'attention de l'Ordonnateur de la CTD, le dossier relatif à l'admission en non-valeur des stocks des valeurs inactives.

50. Est Comptable Public de la CTD :

- le Receveur Régional ;
- le Receveur Municipal.

51. Les Comptables Publics visés au point 50 ci-dessus, sont les seuls habilités à payer les dépenses régulièrement engagées, liquidées et ordonnancées. En leur qualité de payeurs et de caissiers, ils sont juges de la régularité de la liasse de la dépense.



52. Le Comptable Public peut avoir sous son autorité des agents qui exécutent des catégories particulières d'opérations de recettes (Régisseur de recettes) et de dépenses (Régisseur d'avances).

III. DES MODALITES D'EXECUTION DES BUDGETS DES CTD

A. Des procédures et phases d'exécution des budgets des CTD

1. Des procédures d'exécution des budgets des CTD

a. En recettes

53. Toutes les recettes des CTD sont des deniers publics. Celles-ci comprennent les produits des impôts locaux, taxes et droits, les emprunts, les subventions, les amendes, les produits des domaines et tous les autres produits autorisés par la réglementation en vigueur ou résultant des décisions de justice.

54. Le recouvrement des recettes des CTD est assuré à la fois par le Comptable Public de la CTD ou sous son autorité, par les Régisseurs de recettes, les Agents Communaux Intermédiaires des Recettes, ainsi que par le Receveur des impôts territorialement compétent.

55. Le recouvrement des recettes des CTD s'effectue suivant deux (02) procédures :

- la procédure normale (procédure des droits constatés) ;
- la procédure exceptionnelle (procédure au comptant).

i. La procédure normale

56. La procédure normale est le mécanisme par lequel l'Ordonnateur constate l'existence d'une créance au profit de la CTD. Il liquide et émet un ordre de recette qui vaut titre exécutoire et qui permet au comptable d'effectuer le recouvrement. Elle consiste en la constatation, la liquidation, l'émission et le recouvrement de la créance de la CTD.

57. **La constatation** : c'est l'acte par lequel l'Ordonnateur vérifie l'existence de la dette du débiteur, son effectivité et ses conditions d'exigibilité.

58. **La liquidation** : elle consiste à arrêter le montant exact de la créance de la CTD.

59. **L'émission** : toute créance liquidée au profit de la CTD fait l'objet d'un titre de recette émis par l'Ordonnateur.



60. **Le recouvrement** : c'est l'usage de tous les moyens légaux, qu'ils soient amiables ou forcés, pour obtenir d'un débiteur le paiement de la créance due.

ii. La procédure exceptionnelle

61. La procédure exceptionnelle consiste pour le Comptable Public de la CTD à encaisser, contre délivrance d'une quittance, des recettes sans l'intervention préalable de l'autorité ordonnatrice.

62. L'émission des titres de créance des recettes recouvrées, en versements spontanés, doit se faire en régularisation ou *a posteriori* par l'Ordonnateur, à la demande du Comptable Public de la CTD.

63. L'exécution des recettes avec émission des titres en régularisation, s'effectue au travers de :

- la mise en place des régies de recettes ;
- l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables.

64. Les opérations d'exécution des budgets des CTD s'effectuent en recettes et en dépenses. Cette exécution se déroule en deux phases, à savoir la phase administrative et la phase comptable.

b. En dépenses

65. L'exécution des dépenses des CTD s'effectue soit par la procédure normale, soit par la procédure exceptionnelle.

i. La procédure normale

66. La procédure normale d'exécution de la dépense comprend : l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement qui relèvent de l'Ordonnateur, ainsi que le paiement qui relève du Comptable Public de la CTD.

67. **L'engagement** est l'acte par lequel l'Ordonnateur crée ou constate, pour la Collectivité Territoriale Décentralisée concernée, une obligation de laquelle résulte une charge.

68. **La liquidation** a pour objet de vérifier la réalité de la dette et d'arrêter le montant exact de la dépense.

69. **L'ordonnancement** est l'acte administratif par lequel l'Ordonnateur donne l'ordre au Comptable Public de la CTD de payer la dette, conformément aux résultats de la liquidation.



70. Le paiement est l'acte par lequel la Collectivité Territoriale Décentralisée s'acquitte de sa dette.

ii. Les procédures exceptionnelles

71. Les procédures exceptionnelles diffèrent de la procédure normale, en ce sens que les étapes d'engagement, de liquidation et d'ordonnement sont concomitantes.

72. Elles sont aménagées pour résoudre des cas de dépenses ayant un caractère particulier. Ces dépenses doivent être limitées à des matières bien précises, à l'instar des dépenses des frais de missions, des décisions de déblocage de fonds, des subventions et des dépenses en régie.

73. Les déblocages peuvent s'effectuer sans ordonnancement préalable et sont proscrits sur les natures de dépenses qui s'exécutent en procédure normale.

74. Les dépenses sans ordonnancement préalable sont des dépenses exécutées avant l'émission du mandat. Elles concernent exclusivement :

- les prélèvements d'office (frais bancaires, remboursement d'emprunt) ;
- les dépenses réglées par les Régisseurs d'avances ;
- les dépenses relatives au fonctionnement des services de la Collectivité Territoriale Décentralisée.

75. Ces dépenses sont payées par avance de trésorerie. Toute autre forme d'avance de trésorerie est proscrite.

76. Les avances de trésorerie consistent en des décaissements, dûment autorisés, à titre exceptionnel, par l'Ordonnateur au Comptable Public de la CTD.

77. La régularisation des décaissements pour les dépenses urgentes doit être effectuée, au plus tard, trente (30) jours après le décaissement, par l'émission d'un mandat et d'un titre de règlement par l'Ordonnateur de la CTD.

• Les dépenses par décision

78. La dépense par décision est une procédure dérogatoire qui consiste en la mise à disposition des fonds, à un billeteur ad hoc, sur la base d'un mémoire de dépenses préalablement élaboré pour la réalisation d'une activité bien définie.

79. L'Ordonnateur de la Collectivité Territoriale Décentralisée peut, à titre exceptionnel, exécuter certaines dépenses de fonctionnement suivant la procédure de déblocage de fonds conformément à la réglementation en vigueur. Ces dépenses sont limitativement énumérées à l'annexe 2 de la présente Lettre-Circulaire (fiche n°DBS07 « déblocage des fonds »).

• La Régie d'avance

80. La régie d'avance est une procédure dérogatoire d'exécution du budget suivant laquelle un Régisseur, agissant sous l'autorité d'un Ordonnateur, est habilité à effectuer des opérations d'encaissements et de décaissements de fonds publics sans mandatement préalable.

81. La Régie d'avance est autorisée par une délibération de l'organe délibérant, approuvée par le représentant de l'Etat. Sur la base de l'autorisation, un acte de l'Ordonnateur (décision ou arrêté) crée la Régie d'avance.

82. Les demandes d'ouverture de Régies d'avances indiquent clairement, en même temps que le volume de l'encaisse sollicitée, les noms, prénoms et matricules de l'Ordonnateur, du Régisseur et du Comptable-Matières.

83. L'acte portant création ou réouverture de la régie d'avance précise l'objet, les natures de dépenses à exécuter, le volume annuel et le montant de l'encaisse autorisée.

84. Les Régies d'avance sont créées pour permettre une exécution plus souple et diligente de certaines dépenses courantes et urgentes. Sauf dérogation du Ministre chargé des finances, seules peuvent être payées par l'intermédiaire d'une Régie :

- les menues dépenses de matériel (dépenses inférieures à 500 000 FCFA) ;
- les primes allouées aux personnels enseignant des écoles primaires et maternelles publiques ;
- les dépenses relatives à l'alimentation dans les hôpitaux, les établissements scolaires, ainsi que d'autres établissements à caractère social ;
- les frais liés aux missions d'inspection, d'assiette, de contrôle, de contentieux et de recouvrement des recettes des CTD ;
- les dépenses supportant les indemnités des sessions des Comités et Commissions.

85. Le nombre de Régies d'avance par année est plafonné à quinze (15), pour un montant n'excédant pas cent (100) millions de FCFA chacune.



86. Le Régisseur d'avance est chargé, sous l'autorité du Comptable Public de la CTD, de l'exécution des opérations de paiement spécifiques. Il est personnellement et pécuniairement responsable de ses opérations.

87. La mise à disposition des fonds aux Régisseurs se fait sur la base de la délibération portant création de la Régie, l'acte désignant le Régisseur d'avance, l'ordre de paiement signé de l'Ordonnateur, le Visa Budgétaire du Contrôleur Financier pour la réservation des crédits et la disponibilité de la trésorerie.

88. Le compte d'emploi du Régisseur doit faire l'objet d'un apurement par le Comptable Public et, le cas échéant, d'un retour au Régisseur aux fins de régularisation, en cas d'insuffisance de pièces justificatives.

89. Le Régisseur d'avance est soumis au contrôle sur pièces et sur place du Comptable Public de la CTD.

90. La régularisation des dépenses effectuées en Régies d'avance est soumise à la réglementation en vigueur régissant la commande publique.

91. Toutes les Régies d'avance des CTD ouvertes au cours de l'exercice budgétaire 2023 doivent être clôturées au plus tard le 31 décembre 2023. Cette clôture est sanctionnée par un procès-verbal dûment signé par l'Ordonnateur, le Régisseur et le Comptable Public de la CTD. Ledit procès-verbal est impérativement visé par le Contrôleur Financier.

2. Des phases d'exécution des budgets des CTD

a. En recettes

i. La phase administrative

92. La phase administrative de l'exécution des recettes relève de l'Ordonnateur. Elle se décline en :

- la constatation et la liquidation des recettes ;
- l'émission des titres de perception ;
- l'ordonnement.

93. La liquidation a pour objet de déterminer le montant de la dette des redevables et doit indiquer les bases sur lesquelles elle est effectuée. Toute erreur de liquidation donne lieu, soit à l'émission d'un ordre d'annulation ou de réduction de recettes, soit à l'émission d'un ordre complémentaire.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

94. Les émissions des taxes communales à gestion propre sont assurées par les Chefs des exécutifs des CTD.

95. Les émissions des impôts, droits et taxes des CTD, relevant de la compétence de l'Etat, doivent être faites par les services compétents de la Direction Générale des Impôts et de la Direction Générale des Douanes.

96. S'agissant spécifiquement de l'impôt libératoire, il est télé déclaré (émis) dans un CDI et payé dans le Compte Unique du Trésor, au profit de la Commune bénéficiaire, via un mode de paiement dématérialisé. A cet effet, interdiction est faite aux magistrats municipaux d'établir et de signer l'impôt libératoire (le formulaire étant remplacé par l'Attestation de Non Redevance).

97. Toute créance constatée et liquidée doit faire l'objet d'un acte constitutif de titre de créance émis par l'Ordonnateur du budget concerné qui en a seul l'initiative.

98. L'émission des titres de créance se fait *a priori*. A cet effet, les services de l'Ordonnateur de la CTD procèdent à l'identification du contribuable, à l'individualisation de l'impôt, à l'évaluation du montant de la contribution due et à la liquidation.

99. Les actes valant titres de perception sont notifiés au Comptable Public de la CTD pour prise en charge. Ce dernier les notifie aux redevables.

100. Les ordres de recettes sont rendus exécutoires par l'Ordonnateur de la CTD qui les a émis. A ce titre, ils sont revêtus de la formule exécutoire, datés, signés et notifiés aux redevables par Avis.

101. Le Contrôleur Financier est juge de la régularité des projets d'ordre de recette, émis par les services de l'Ordonnateur de la CTD, pour le recouvrement des recettes et y appose, le cas échéant, le Visa Budgétaire.

102. Les réclamations, annulations et poursuites relatives aux créances des Collectivités Territoriales Décentralisées obéissent aux mêmes règles et procédures que celles de l'Etat.

103. Pour faciliter l'exécution des recettes budgétaires, l'Ordonnateur peut, sur proposition du Comptable Public de la CTD et sous son contrôle, désigner par arrêté, des Agents Intermédiaires des Recettes (AIR) chargés d'assurer le recouvrement de certaines recettes.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

104. L'acte de création des Régies de recettes fixe la nature des produits à encaisser.
105. Les impôts locaux doivent être payés à l'aide d'un Avis d'imposition unique libellé au profit du Receveur des Impôts ou du Comptable Public de la CTD compétent.
106. L'Avis d'imposition récapitule tous les éléments de liquidation qui font l'objet de paiement global auprès du Receveur des Impôts ou du Comptable Public de la CTD compétent.
107. Les contribuables précisent, en annexe des déclarations ou des supports de paiement, le détail des droits à acquitter et le montant correspondant à chaque bénéficiaire, suivant le modèle fourni par l'administration.

ii. La phase comptable

108. Les opérations de recouvrement des recettes relèvent de la compétence exclusive du Comptable Public de la CTD.
109. La phase comptable de l'exécution des recettes s'articule autour des opérations ci-après :
- la prise en charge ;
 - le recouvrement.
110. Le Contrôleur Financier est juge de la régularité des projets d'ordre de recettes émis par les services de l'Ordonnateur de la CTD pour le recouvrement des recettes, et y appose, le cas échéant, le Visa Budgétaire.
111. Le recouvrement des impôts et taxes locales s'effectue suivant les deux (02) modalités ci-après :
- le recouvrement à l'amiable (versements spontanés, retenue à la source) ;
 - le recouvrement forcé (Avis à tiers détenteur, contrainte extérieure, saisie et vente).
112. La procédure commune en matière de recouvrement est amiable. Le recouvrement forcé est précédé d'une tentative de recouvrement amiable, sauf exception tenant, soit à la nature ou au caractère contentieux de la créance, soit à la nécessité de prendre, sans délai, des mesures conservatoires.
113. Le Comptable Public de la CTD est responsable, après prise en charge, du recouvrement de la totalité des droits liquidés par l'Ordonnateur. A ce titre, il doit justifier de l'apurement de cette prise en charge, dans les délais et formes prévus par la réglementation en vigueur.
114. L'apurement résulte, soit des recouvrements effectifs, soit de la réduction ou de l'annulation des droits préalablement liquidés, soit par compensation, soit par leur admission en non-valeur.
115. Toutes concessions de recouvrement de recettes fiscales demeurent formellement interdites.
116. Le recouvrement des titres exécutoires est poursuivi jusqu'à la contestation de la créance du débiteur devant la juridiction compétente.
117. Les redevables de la Collectivité Territoriale Décentralisée s'acquittent de leurs dettes, par versement spontané, par remise de chèques, effets bancaires ou postaux, conformément à la réglementation en vigueur.
118. Le débiteur de la CTD est libéré s'il présente une quittance régulière ou s'il invoque le bénéfice d'une prescription effective ou encore s'il établit la preuve de l'encaissement par les services compétents.
119. Les Régisseurs de Recettes sont personnellement et pécuniairement responsables de leurs opérations.
120. Le Comptable Public de rattachement a l'obligation de contrôler, sur pièces et sur place, les opérations et la comptabilité des Régisseurs. Il est personnellement et pécuniairement responsable des opérations du Régisseur dans la limite des contrôles qui lui incombent.
121. Les Régisseurs versent au Comptable Public de la CTD, tous les dix (10) jours au maximum ou lorsque le plafond de l'encaisse autorisée est atteint, les recettes encaissées appuyées des pièces justificatives, conformément à l'instruction portant nomenclature des pièces justificatives des CTD.
122. Quant aux Agents Intermédiaires de Recettes, ils sont tenus de procéder au versement quotidien des recettes recouvrées, auprès du Régisseur.
123. Au plus tard le 31 décembre 2023, les caisses des Régisseurs de Recettes doivent obligatoirement être clôturées. Cette clôture est sanctionnée par un procès-verbal dûment signé par l'Ordonnateur, le Régisseur et le Comptable Public de la CTD. Les encaisses et les valeurs, quant à elles, sont reversées au poste comptable de la CTD.



124. Les opérations exécutées par les Régisseurs de Recettes doivent être apurées par le Comptable Public de la CTD qui les intègre dans sa comptabilité.
125. Les Régisseurs de Recettes sont soumis au contrôle du Contrôleur Financier, du Comptable Public de la CTD, ainsi qu'aux autres formes de contrôles prévus par la réglementation en vigueur.

b. En dépenses

126. Les dépenses des CTD comprennent : les dépenses de Fonctionnement et les dépenses d'Investissement. Tout comme les recettes, l'exécution des dépenses se déroule en deux phases : la phase administrative et la phase comptable.

i. La phase administrative

127. La phase administrative relève de l'ordonnateur. Elle comporte les étapes suivantes :

- l'engagement ;
- la liquidation ;
- l'ordonnancement.



128. Les opérations de la phase administrative sont soumises au contrôle *a priori* du Contrôleur Financier et sanctionnées par l'apposition du Visa Budgétaire.

129. L'Ordonnateur du budget de la CTD ne peut exécuter une dépense qu'après s'être assuré de ce que :

- elle correspond à l'imputation budgétaire correcte et que son montant entre dans la limite des crédits votés ;
- elle peut être couverte par les fonds disponibles ;
- les pièces justificatives sont complètes et conformes à la réglementation en vigueur ;
- le service ou la fourniture a été fait ;
- les formalités requises par les lois et règlements en vigueur ont été préalablement respectées.

130. Toute prestation relevant du bon de commande, de la lettre commande ou du marché est soumise à la mise en place d'une commission de réception ou de recette technique, selon le cas.

131. Les commissions de réception pour tout bon de commande sont composées comme suit :

- Président : l'Ordonnateur accrédité ou son représentant ;
- Rapporteur : le Comptable-Matières, l'Ingénieur de contrôle ou l'informaticien en ce qui concerne particulièrement le matériel informatique ;
- Membres : le bénéficiaire des travaux ou fournitures et le Fournisseur ou le Prestataire de service.

132. Les commissions de réception pour tout marché public sont composées comme suit :

- Président : le Maître d'Ouvrage ou son représentant ;
Rapporteur : l'Ingénieur du marché ;
Membres :
- l'autorité signataire du marché ou son représentant, dans le cas où le Maître d'Ouvrage n'est pas signataire ;
 - le Chef de service du marché ;
 - le Maître d'œuvre, le cas échéant ;
 - le Comptable-Matières ;
 - tout autre membre désigné à l'initiative du Maître d'Ouvrage en raison de son expertise ;
 - le Fournisseur ou le Prestataire de service.

133. Le représentant du MINMAP assiste aux travaux de la commission en qualité d'observateur et sa signature n'est pas requise sur le Procès-Verbal.

ii. La phase comptable

134. Dès réception des mandats et titres de règlement, le Comptable Public de la CTD procède au contrôle de régularité de la dépense, conformément aux dispositions de l'article 22 du Règlement Général de la Comptabilité Publique.

135. Il ne peut, en aucun cas, subordonner ses actes de paiement à une appréciation de l'opportunité des décisions prises par l'Ordonnateur de la CTD. Il est tenu, dans un délai de soixante-douze (72) heures, dès réception du dossier, de motiver la suspension ou le refus de paiement.

136. En cas d'irrégularité constatée lors des contrôles prévus en matière de dépenses, le Comptable Public compétent est tenu de rejeter la liasse de dépenses, qu'il retourne à l'Ordonnateur de la CTD, accompagnée d'une note de rejet motivée.

137. Les correspondants doivent annoncer, dans un délai de cinq (5) jours au moins, les dépenses de plus de FCFA 5 000 000 (cinq millions) à effectuer sur leurs comptes logés dans les postes comptables du Trésor.



Et si c'était elle ?

Alternance. De nombreuses simulations de la succession à venir à la présidence de la République sont faites. Rarement, il est présenté comme favori une femme.

L'élection présidentielle est prévue pour 2025 mais, c'est depuis longtemps que des analystes et experts multiplient les modélisations des scénarios attendus ou voulu. Notre confrère Jeune Afrique, renommé pour son traitement d'ampleur et de pertinence des questions politiques dans le continent, n'est pas en reste. Dans sa première parution de l'année, celui qui s'est fait une spécialité de trouver des dauphins au Cameroun, est reparti d'une curieuse façon. Cette fois, dans son article "Qui sera le patron du Grand Nord ?", le journal ne présente plus trop le "dauphin putatif" mais, de son escorte. Il prend prétexte de la grande messe du 06 novembre dernier à Garoua, pour parler de "personnalités" qui seraient incontournables pour percer le verrou de ce qu'il décrit dans son exorde comme "la région, réservoir de voix, dans la succession de Paul Biya..." et de présenter les trois qui vont faire le game. Tous, issus de la bonne cuisine, ils ont fait la bonne école, ont été désigné à de hautes fonctions par l'ami de papa, ont acquis une bonne connaissance des dossiers et ont un carnet d'adresses à l'international (au cas où) des plus pertinents. Les deux ministres et le chef traditionnel, partagent avec le "dauphin putatif", Franck Biya, la possible qualité politique de n'avoir pas exposé une ambition présidentielle, de n'avoir aucun discours notable qui les démarque, ni une ligne de pensée perceptible qui les distingue. Ils sont juste du parti de Paul Biya et donc prétendent détenir le bien universel, par élection biologique divine. Ils auraient à la main, "le réservoir de voix" qu'on les imagine mettre à disposition du dauphin. C'est du moins la crainte de beaucoup. Seulement, ce réservoir, est fait d'électeurs et surtout d'électrices dont on ne parle jamais. Et si c'était l'une d'elles qui devenait la lauréate de la succession ?

La question turlupine Djamila B., passionnée de la gestion de la chose publique, et fine observatrice de l'actualité sociale et politique des régions septentrionales. " Les femmes du grand Nord de par la culture et par extension la religion musulmane mal comprise, parce que la religion en elle-même n'interdit pas l'éducation et l'émancipation de la femme, ces femmes n'osent pas se lancer en politique. Mais, des exemples dans l'histoire contredisent de préjugé. Aissatou Yao, par exemple, à fait de la politique des la fin des années 1970 et à émergé dans le Rdpc au point d'en devenir pendant des décennies la présidente nationale des femmes. Elle a en outre occupé des fonctions ministérielles respectables. Plus récemment Haman Adama, puis Hadjidjatou Yousoupha Alim ont été des ministres de premier plan. ", démontre-t-elle. Elle poursuit : "Sur le plan intellectuel les femmes de ces régions ont un très bon niveau. J'en connais



une bonne vingtaine à l'université de Maroua qui sont titulaires d'un Phd. Et elles sont aussi nombreuses à Ngaoundere et dans d'autres universités du pays et du monde. Mais, il y a un fossé entre être intellectuelle et s'intéresser à la politique. A regarder la pratique politique dans les régions septentrionales, une impression qu'il y a du suivisme, voire du panurgisme me reste. Le politique, à tout fait pour utiliser l'identité "nordiste" pour isoler ces populations de la communauté nationale et les diviser. On peut observer six types de divisions dans ces régions : religieuses, ethniques, économiques, professionnelles (ou corporatistes), sexistes et de classes sociales. Par exemple, tout a été fait pour marquer une division entre les musulmans et les autres confessions. Des expressions péjoratives ont été inventées pour essentialiser des communautés. Il y auraient des islamophobes pour les musulmans (privilegiés de l'ancien pouvoir) et les kirdis, animistes et les chrétiens (eux, ramenés à la condition d'asservis et d'oppressés par ce même pouvoir). Un discours à été construit dès l'époque coloniale pour différencier les uns des autres et un narratif édifié souvent sur des sources secondaires plutôt que par des personnes ayant vécu ces faits de discriminations allégués. Sur le plan économique, ceux qui faisaient les champs des "cultivateurs" sont déconsidérés (malgré le discours officiel de promotion du travail de la terre), par rapport à ceux qui font du commerce et de l'élevage, tâches moins sales et qui sont qualifiés (d'hommes d'affaires ou de bourgeois). Des divisions entretenues qui paraissent ineptes de nos jours mais, qui ont encore un gros impact dans les imaginaires. Empêtrés dans ces ressentiments qu'on leur a commandé, les populations ont délégué la pratique politique à des aînés, des élites. Des personnes souvent désignées par le politique pour

contrôler avec habilité l'action publique. Ces gens sont souvent en place, depuis le lendemain des indépendances. Djibril Cavaye Yeguie, Bello Bouba Maigari, Luc Ayang, Ahmadou Moustapha... Arrivés aux affaires à 25, 26 ans et élus, ils ont promis l'égalité des droits pour tous. Aujourd'hui, ils ont presque tous brigues des chefferies traditionnelles, une institution antidémocratique et inégalitaire dans son essence, puisque la dévolution y est monarchique. C'est pour cette raison que beaucoup leur reprochent de confisquer des positions et de bloquer l'ascension de plus jeunes, démontre notre source." Qu'importe les partis politiques, de gauche ou de droite. En général la régénération des politiques est entravée. Les femmes dans ce maelström occupent une place secondaire. Les coutumes autres usages "culturels" ne leurs prévoient ni la présence ni la prééminence. Celles qui osent se mêler de politique, sont juste bonnes à écouter et à accompagner, pour sacrifier à l'exigence constitutionnelle de la parité. Aucune n'est en concurrence avec les hommes. Elles battent leur coulpe et ça arrange les hommes. Celles qui rarement sont désignées à la dignité par décret, sont victimes d'une violence politique inouïe. Il y a une urgence de l'initiation d'une classe politique féminine dans les régions septentrionales. Cette initiative n'est pas à attendre des hommes. Les femmes l'ont compris. Elles sont allées chercher du soutien et un parrainage politique hors de cette communauté. Derrière chacune, il y a une histoire. Mais, on n'a plus besoin de ça. On a besoin de femmes qui se font une stature politique par elles-mêmes."

Et de poursuivre : "Les femmes ne votent pas leurs sœurs. La sororité en politique n'existe pas. Les femmes se concurrencent vivement, c'est dans notre nature. Par exemple, un gynécologue homme a plus

de succès auprès de sa patientelle que son homologue femme pourtant avec les mêmes compétences si non avec de meilleures qualifications, simplement parce qu'elles ne veulent pas que des femmes comme elles leurs fassent certaines observations ou ne découvrent quelques faiblesses. C'est peut-être moins vrai en milieu musulman où les femmes n'acceptent pas de se faire ausculter par des hommes mais, c'est l'esprit et n'eut été la contrainte religieuse, je parie qu'on observerait la même défiance. En réalité, chez les femmes du septentrion, il y'a des personnes de qualité mais, elles n'ont pas le soutien naturel de leurs consœurs. Il faut une éducation de l'ensemble des femmes à la sororité. "What the man can doing, woman can doing it, even better", dit l'adage. Paradoxalement, celles qui osent se lancer sont plus soutenues par des hommes que par leurs consœurs. Ce qui conduit à déduire que le pouvoir au Cameroun est détenu par des hommes parce que les femmes sont majoritaires dans la population. Pour ce qui est de la parité, elle n'a pas été introduite parce qu'on aime voir les femmes au pouvoir. C'est juste un moyen pour attirer leur électoral. Le monde politique, du pouvoir au Cameroun est une caste fermée. On y entre par cooptation, si on ne vous connaît pas, on ne connaît pas votre père, il ne reste plus que l'argent ou le droit de cuissage".

Habiba Issa, est la présidente de l'Union des populations du Cameroun (Upc), elle est aussi patronne de l'entreprise First consulting une Sarl. Par ailleurs, elle dirige l'association caritative Believe Africa. Mariée et mère de deux enfants. C'est d'un œil expérimenté qu'elle observe la politique. "L'environnement sociopolitique de notre pays brille par le machisme. Au fil du temps ceci a été construit par le système en place. De sorte que les femmes sont reléguées à une

place subordonnée où les politiques les maintiennent. En politique on s'évertue à les cantonner dans des rôles mineurs, dévalorisants. C'est un projet machiavélique et ça marche bien. C'est donc voulu par les hommes politiques d'éloigner les femmes de la succession de la présidence de la République. De sorte qu'aujourd'hui quand on voit une femme se dresser ce qu'on regarde, c'est la couleur de sa jupe ses parures ou son maquillage. On prête très peu attention à ce qu'elle dit. Aucun parti politique n'est en reste. Je ne parle même pas du Rdpc. Là bas, c'est impensable. La situation des femmes en politique dans les régions septentrionales est une situation complexe qui peut s'expliquer par la culture et la religion. A la dernière élection présidentielle j'ai bien été candidate à la candidature pour le compte de mon parti Upc. De multiples problèmes internes n'ont pas permis à ce que cette candidature aboutisse. Je suis à peu près certaine que j'aurais battu le candidat du Rdpc. Cette candidature avait aussi pour but de briser certains tabous. L'Union démocratique des femmes (Ufedec) organe spécialisé de l'Upc est à pied d'œuvre pour que des femmes dans le septentrion se présentent à l'élection présidentielle. Malgré un programme machiste de lobotomisation de la femme kamerunaise qui a fini par faire de nos consœurs de ces régions du bétail électoral au service des hommes. Cependant, l'histoire nous enseigne que les femmes ont toujours été en tête de ligne des grandes révolutions. Cette fois ci, nous sonnerons la révolte dans les urnes."

Édith Kabang Walla, est présidente du Cameroon people party, (Cp). Elle a été surtout la seule candidate féminine à la dernière élection présidentielle. Son analyse politique est d'un raffinement réputé. " Je pense que nous vivons dans une société où le pouvoir et notamment le pouvoir du président de la République se conçoit encore au masculin. Nous sommes dans une société où l'histoire, la culture, l'habitude à donné le pouvoir aux hommes, que ce soit dans les familles, dans les entreprises, que ce soit dans les conseils municipaux ou à l'Assemblée nationale. Et donc pour ceux qui analysent, le pouvoir au sommet de l'Etat serait celui d'un homme. Personnellement, je pense que le Cameroun est encore capable de créer des surprises dans ce domaine. En tant qu'une femme qui a été et qui demeure candidate à la prochaine présidence de la République du Cameroun mon travail sur le terrain me démontre que le Cameroun est bien capable de créer une surprise en ce qui concerne le leadership féminin à la tête de l'Etat ", proclame t'elle.

Elle a aussi son avis sur cette focale mise sur les régions septentrionales. "l'insuffisance de la participation des femmes aux processus électoraux, globale-

ment, que ce soit en tant que candidates, électrices, scrutatrices ou autres officielles dans le processus électoral, n'est pas surprenant. Il est important de savoir que dans une dictature, et le Cameroun en est une, la population ne croit plus aux processus électoraux et encore moins les femmes. Ce qu'on oublie, c'est que dans les sociétés qui sont déstabilisées, dans les communautés où ça ne va pas, où il y'a de la violence, où il y'a des conflits armés, où il y'a un fort chômage et de la pauvreté, on oublie que personnes qui travaillent pour faire tenir les communautés, faire à ce que les enfants puissent continuer à manger, pour faire qu'il y ait un minimum de cohésion pour assurer la survie de ces communautés. Ces personnes là, se sont les femmes. Et donc, elles n'ont pas de temps pour des exercices futiles. Les femmes qui sont dans la situation où elles doivent la survie des familles et la survie de leur communauté, il est difficile de les convaincre de venir voter, si elles estiment que l'acte de voter n'apporte aucune solution aux problèmes aux quels elles font face. Je crois que c'est moins une question de soutenir une femme et plus une question de :est-ce qu'elles croient même aux processus électoraux, est-ce qu'elles participent ? Je dirais qu'elles ne soutiennent non plus les hommes, elles ne participent simplement pas ! Je vais peut-être vous surprendre mais, autant je crois que c'est très important qu'on s'assure que les femmes soient présentes à tous les niveaux d'un processus électoral dans un pays, autant c'est leur droit et l'obligation de tous ceux qui conduisent ce processus là, de tout mettre en œuvre pour que les femmes puissent participer pleinement. Je ne crois pas en voter pour voter pour une femme. Ça n'a pas de sens. Autant c'est le droit des femmes de participer, autant lorsqu'elles participent ce qu'elles doivent rechercher c'est la candidate qui répond à leurs aspirations de leadership pour le pays. " La candidate à l'élection présidentielle reconnaît" les femmes des régions septentrionales commencent tout juste à être conscientes du pouvoir qui est le leur. C'est un poids politique énorme au Cameroun. Elles possèdent la capacité de déterminer qui sera le chef de l'Etat. Beaucoup sont très capables d'être à la tête du Cameroun et de gouverner mieux que les hommes que nous avons connus. Je crois que c'est une question de temps et on aura de jeunes femmes qui vont se rendre compte de l'opportunité qui est la leur et qui auront suffisamment confiance en elles-mêmes. En leurs capacités de se présenter pour briguer la présidence de la République. C'est en route, il faut qu'on accélère, qu'on aille plus vite, qu'on y aille de façon plus intense mais, je crois que nous sommes sur la bonne voie."

Aziz Salatou



La First Bank passe à la 5^{ème} vitesse avec

Flash

Leasing

Jusqu'à 300 000 000 FCFA

en 5 jours seulement

Documentation simplifiée

Exigences documentaires

- Demande de financement et facture pro-forma ;
- Dossier Fiscal et Administratif à jour ;
- Trois derniers états financiers ;
- Historique de compte des 6 derniers mois ;
- Compte d'exploitation.

222 51 80 50 qualite@afriandfirstbank.com
580 05 80 05 www.afriandfirstbank.com

L'intérêt de la clientèle est notre priorité



Un groupement inter-patronal des entreprises du numérique

Gedcam. Le groupement des entrepreneurs du digital du Cameroun veut mener la réflexion sur la compétitivité de ces entreprises et leur insertion dans l'économie mondiale.

Le Groupement des entrepreneurs du digital du Cameroun (Gedcam) vient de voir le jour. Ce nouveau groupement des acteurs du numérique souhaite rassembler les professionnels dans le but de partager des préoccupations communes et anticiper sur les mutations liées au secteur digital au Cameroun en particulier et en Afrique en général. L'organisation entend accueillir en son sein des petites et grandes entreprises établies au Cameroun et dans la diaspora, dont les promoteurs sont d'origine ou de nationalité camerounaise. D'après les statuts du Gedcam, les promoteurs, les indépendants, les travailleurs Freelance peuvent également adhérer au groupement. Jean Genestar Priso, le promoteur de ce groupement d'intérêt économique (Gie), fait savoir que le Gedcam a pour objectif d'être une référence, l'interlocuteur et l'incubateur privilégié pour la défense et la promotion des intérêts de l'entreprise, des entrepreneurs ainsi que des lieux de rassemblement et d'expression des voix qui concourent au développement du numérique et du di-



Jean Genestar Priso, le promoteur du Gedcam

gital. Le groupement inter-patronal se donne aussi pour mission de mener la réflexion sur la compétitivité de ces entreprises

et leur insertion dans l'économie mondiale, ainsi que sur l'évolution des «Tic» de la société camerounaise, entre autres. « Le

Gedcam aspire à la mise en valeur des startups locales et leur impact positif sur la société et l'environnement comme un atout pour attirer les talents et investisseurs du monde entier », indique Jean Genestar Priso. L'homme derrière ce projet est de nationalité camerounaise. Il est domicilié en Côte d'Ivoire depuis 1985. C'est un économiste de formation. Il est chef d'entreprise dans les technologies du digital depuis 1995. C'est le fondateur du groupe Genestar Technologies présent dans six pays d'Afrique centrale et de l'Ouest. Le groupe qu'il dirige est spécialisé dans l'enrôlement biométrique et l'identification sécurisée, le matériel de traitement de la monnaie, la sécurisation des documents et le développement des logiciels. Jean Genestar Priso a reçu une distinction aux Awards Era Quality à Genève en 2016. Il est lauréat en 2011 du Prix Cosso Mali IT. En 2020, le groupe Genestar a reçu le Prix du meilleur Label des consommateurs en Côte d'Ivoire.

Mathias Mouendé Ngamo

Comment accroître l'Import-substitution

Yaoundé. C'est l'objet de la Conférence annuelle des services centraux, déconcentrés, rattachés et sous-tutelle du ministère des Pmeesa ouverte hier, 23 janvier 2023 au palais des Congrès.

Les responsables des services centraux, déconcentrés, rattachés et sous-tutelle du ministère des Petites et Moyennes entreprises, de l'Economie sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa) sont regroupés pour une Conférence annuelle depuis hier, 23 janvier 2023 au palais des Congrès de Yaoundé. Cette Conférence annuelle est un moyen d'expression de la vision des priorités du Minpmeesa, à la lumière des priorités nationales ; une instance de coordination des actions de ces différents services dans le souci de cohérence de l'action publique à toutes les échelles d'intervention. C'est aussi un espace d'échange de dialogue et d'échange d'expérience entre les différentes parties prenantes et qu'elles viennent aussi bien du territoire national, que de diverses strates de la décision administrative, comme l'a indiqué Achille Bassilekin III, le Minpmeesa, à l'ouverture des travaux, en présence d'Issa Tchiroma, le ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et d'autres personnalités.

« Le gouvernement continuera à accorder une attention particulière à la mise en œuvre coordonnée de la politique d'import-substitution ». Cette indication du chef de l'Etat, lors de son adresse à la nation le 31 décembre 2022, a guidé le choix du thème de cette Conférence annuelle des responsables du Minpmeesa. « C'est donc à dessein que les travaux de la présente conférence sont placés sous des thèmes : « Les Pme, les unités et les organisations de l'économie sociale et les artisans, face à la politique d'import-substitution ». En cen-



Yaoundé, le 23 janvier 2023. Ouverture de la Conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés du Mipmeesa

trant nos échanges au cours des deux jours, l'objectif est d'aboutir au renforcement des capacités des responsables aussi bien des services centraux et extérieurs que dans les organisations sous-tutelle, les partenaires. Mais aussi, que nous puissions ensemble explorer comment nous allons au mieux jeter les bases d'un meilleur suivi de la politique d'import-substitution au cours de cet exercice budgétaire », a déclaré Achille Bassilekin III.

Cette Conférence vise alors le renforcement des capacités des responsables en vue de l'accomplissement des missions du Minpmeesa, notamment en matière de la politique d'Import-Substitution et de promotion des exportations au cours de l'année 2023. Il est question à tra-

vers les échanges, d'accompagner le Pme dans les secteurs prioritaires tels Forêt-Bois ; Agro-industrie ; Coton-Textile-cuir-Confection. L'objectif étant de construire la compétitivité des Pme, de l'Economie sociale et de l'artisanat afin de promouvoir le Made in Cameroon et surtout de mettre en relief le rôle des Pme, de l'économie sociale et de l'artisanat en matière de développement local. Le premier exposé a été présenté par François Martial Tsoungui, le chef de cellule des études et de la prospective du Minpmeesa. « Il a été question d'entretenir les collègues sur les principales orientations des études que nous avons menées pour accompagner les Pme dans l'agro-industrie et dans les filières coton-textile-confection

cuir et Forêt-bois. Nous sommes partis de ce que la SND-30 a fixé pour objectif principal la transformation structurelle de notre économie. Et on a donc identifié un ensemble de filières prioritaires sur lesquelles le Gouvernement devrait axer son action. Et le ministère des Petites et Moyennes Entreprises ne pouvant pas embrasser les neuf au même moment, a fait le choix de prendre trois de ces secteurs-là, au regard de leur importance dans la balance commerciale, notamment au niveau des volumes des importations », a-t-il expliqué. Cette Conférence annuelle s'achève aujourd'hui, avec la cérémonie de présentation des Vœux de l'année au Minpmeesa.

Achille Chountsa

138. Le règlement des dépenses des CTD se fait par caisse, par virement, par chèque ou par opération d'ordre, suivant les modalités fixées par la réglementation en vigueur.
139. Le Comptable Public de la CTD doit opérer la retenue à la source des impôts, droits et taxes prévus par la réglementation en vigueur lors du paiement des factures.
140. Le règlement des mandats du net à payer et de la taxe y associée, doit impérativement être effectué simultanément.
141. Les impôts et taxes des CTD retenues à la source lors du règlement de la dépense doivent systématiquement être déclarés et reversés par virement auprès du Centre des impôts de rattachement, au plus tard le quinze (15) du mois suivant celui au cours duquel ces retenues ont été opérées.
142. Les retenues à la source sur salaires doivent impérativement être reversées par le Comptable Public de la CTD, au plus tard le quinze (15) du mois suivant leur collecte.
143. Le non reversement par le Comptable Public de la CTD, dans les délais et formes prescrits par le Code Général des Impôts, droits et taxes retenus à la source, donne lieu à l'application d'une amende forfaitaire, non susceptible de remise ou de modération, suivant le barème ci-après :
- de 0 à 5 000 000 : FCFA cinq cent mille (500 000) ;
 - de 5 000 001 à 25 000 000 : FCFA deux millions (2 000 000) ;
 - de 25 000 001 à 50 000 000 : FCFA cinq millions (5 000 000) ;
 - plus de 50 000 000 : FCFA dix millions (10 000 000).
144. L'Ordonnateur peut, en dépit des rejets motivés, donner l'ordre au Comptable Public de la CTD, par écrit, d'effectuer les paiements. Ce dernier s'exécute et annexe à l'ordonnancement ou au mandat, l'original de l'acte de réquisition qu'il a reçu, avec une copie de sa note de rejet. Il rend compte au Ministre chargé des finances.
145. Toutefois, le Comptable Public de la CTD ne peut déférer à la réquisition de l'Ordonnateur dès lors que le refus de paiement est motivé par :
- l'indisponibilité des crédits;
 - l'absence de justification du service fait, sauf pour les avances et subventions ;
 - le caractère non libératoire du paiement
146. Lorsque le Comptable Public de la CTD procède au règlement de la dépense sur réquisition, la responsabilité de l'Ordonnateur se substitue à celle du Comptable Public.
147. Après les vérifications d'usage, le Comptable Public de la CTD appose son cachet, revêtu de la mention « ACCORD DE PRISE EN CHARGE », sur le mandat de paiement et de la mention « VU BON À PAYER » sur les titres de règlement ainsi reçus. Il retrace en outre, les écritures de prise en charge sur la fiche d'imputation comptable à reporter dans le Journal Général et dans le Grand Livre.
148. Le paiement est l'acte par lequel la CTD se libère de sa dette.
149. Le Comptable Public de la CTD procède au règlement effectif de la créance au profit du tiers dûment identifié.
150. Aucun paiement n'est effectué sans les Visas requis sur les liasses de la dépense en matière d'engagement et d'ordonnancement.

B. De la Comptabilité des Matières

151. Les règles régissant la Comptabilité des Matières de l'Etat sont applicables aux CTD.
152. La Comptabilité des Matières est une comptabilité d'inventaire permanent ayant pour objet la description des existants, des biens mobiliers et immobiliers, des stocks et des valeurs inactives, autres que les deniers et archives administratives appartenant à l'Etat et aux autres organismes publics.
153. Placée sous la responsabilité des Ordonnateurs des CTD, la Comptabilité des Matières est tenue en partie simple et décrit l'existant et les mouvements d'entrée et de sortie concernant les matières ci-après :
- les immobilisations incorporelles et corporelles ;
 - les stocks de marchandises, matières premières, fournitures et autres approvisionnements, produits en cours et finis, enregistrés au bilan de la CTD ;
 - les biens non suivis au bilan de la CTD, car inférieurs au seuil de signification de FCFA 500 000 (cinq cent mille) arrêté par le Ministre des

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
VISA

- Finances, notamment les petits matériels et mobiliers, les fournitures et autres approvisionnements ;
- les biens ou objets déposés par un tiers, dans un cadre réglementaire.
154. Ne relèvent pas de la Comptabilité des Matières, mais d'une réglementation spécifique :
- les deniers et valeurs assimilables aux disponibilités monétaires (valeurs, formules, timbres, titres, tickets ou vignettes), qui sont placés sous la compétence exclusive des Comptables Publics ;
 - les immobilisations financières (valeurs et titres de participation et de placement), dont la gestion incombe aux Chefs des exécutifs des CTD.
155. L'exercice comptable retenu pour la tenue et l'arrêt des comptes de la comptabilité des matières couvre l'année civile qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre.
156. Au début de chaque exercice budgétaire, les Ordonnateurs des budgets des CTD désignent, par un acte administratif, un ou plusieurs Comptables-Matières formé(s) pour effectuer les opérations de la Comptabilité-Matières et produire les inventaires valorisés, ainsi que les comptes y afférents.
157. Les actes de désignation des Comptables-Matières sont transmis, sous quinzaine, à compter de leur date de signature, à la diligence des Ordonnateurs des CTD, au Ministère en charge des finances (Direction de la Normalisation et de la Comptabilité-Matières), avec copie au Contrôleur Financier compétent.
158. Sous l'autorité de l'Ordonnateur de la CTD, les Comptables-Matières sont astreints à la production des comptabilités mensuelles et des comptes de gestion matières, conformément à la réglementation en vigueur.
159. Les immobilisations corporelles, incorporelles et les stocks constituant les biens acquis sont systématiquement pris en charge en valeur et en quantité dans les livres et les documents de la comptabilité-matières.
160. Avant sa mise en magasin ou son affectation, tout matériel acquis par une Collectivité Territoriale Décentralisée est estampillé ou marqué par le Comptable-Matières avec les indications suivantes : structure bénéficiaire, date d'acquisition, origine (prestataire) et coût d'acquisition.
161. De même, les biens consommables à caractère comestible et informatique, doivent être mis en service avant leur date de péremption.
162. Toute sortie de magasin est subordonnée à la présentation au Comptable-Matières d'un bon de sortie provisoire dûment signé par l'Ordonnateur de la CTD et comportant les quantités à servir et l'émargement de la partie affectataire du bien.
163. Au même titre que les biens acquis par voie d'achat, ceux acquis par voie de dons ou de legs sont pris en écriture par les CTD concernées pour être inscrits dans leur patrimoine.
164. Lors de la prise en charge des dons et legs par le Comptable-Matières, les modalités ci-après, sont requises :
- la liste des bénéficiaires aux différents états des biens à distribuer lorsque la CTD est donatrice ;
 - la procédure d'attribution, à travers les livres et documents de la Comptabilité-Matières lorsque la CTD est donataire (bénéficiaire), le cas échéant.
165. Le stockage prolongé en magasin ou en position d'attente dans les couloirs et alentours des bâtiments abritant les services de la CTD, de matériels durables, notamment : les ordinateurs, les photocopieurs, les machines à écrire, les réfrigérateurs, les mobiliers et les climatiseurs est formellement proscrit.
166. Les services compétents du Ministère en charge du patrimoine et du Ministère en charge des finances sont systématiquement saisis par les Ordonnateurs de la CTD en ce qui concerne les biens admis à la réforme après une autorisation de l'organe délibérant.
167. L'Ordonnateur met à la disposition du Comptable-Matières les Livres et Documents prévus par la réglementation en vigueur. Il veille en outre, à leur tenue effective.
168. Les Livres et Documents tenus par le Comptable-Matières font l'objet d'un arrêt des écritures à la fin de l'exercice budgétaire ou d'une période de gestion donnée.
169. Le Comptable Matières, responsable de la qualité de l'information comptable, participe à l'inventaire annuel, au sein d'un comité mis en place par l'Ordonnateur Principal, associant le Contrôleur Financier.
170. Une mission du Ministère des Finances procède à la vérification et à l'arrêt des écritures et documents de la Comptabilité-Matières en fin d'exercice budgétaire ou à la fin d'une période de gestion.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
VISA

171. Le compte de gestion matières accompagne le compte administratif de l'Ordonnateur de la CTD. Il est élaboré suivant le format de comptes défini par la Nomenclature édictée par la Direction de la Normalisation et de la Comptabilité-Matières.
172. La constitution des dossiers des comptabilités mensuelles et du compte de gestion matières est faite, conformément aux dispositions des articles 38 et 40 de l'Instruction de juin 2012 édictant les normes et procédures de la Comptabilité-Matières.
173. Le Comptable-Matières est membre statutaire des commissions de réception, ou de recette technique des biens et services acquis par bons de commande administratifs, lettres commandes et marchés, selon le cas.

C. De la gestion de Marchés Publics dans les CTD

1. De la passation des marchés des CTD

174. Les Maîtres d'Ouvrages (MO) et Maîtres d'Ouvrages Délégués (MOD) des CTD doivent, au début de chaque exercice budgétaire, procéder en relation avec le MINMAP à la programmation des marchés qu'ils comptent passer. Ainsi, dans un délai de dix (10) jours ouvrables, à compter de la date d'adoption de son budget, chaque MO est tenu de transmettre au MINMAP, à l'ARMP et aux Commissions de Passation des Marchés Publics (CPM) compétentes, un exemplaire du journal de programmation définitif. A ce titre, la programmation constitue un préalable obligatoire et non une étape optionnelle ou facultative.
175. Les principaux acteurs intervenant dans la passation des marchés sont :
- les MO/MOD des CTD, bénéficiaires des projets et chargés d'initier les procédures ;
 - les Structures Internes de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP) chargées d'assister les MO/MOD des CTD dans l'exécution de leurs attributions ;
 - les CPM, organes d'appui techniques placés auprès des MO/MOD des CTD pour la passation des marchés ;
 - les Autorités contractantes qui signent les marchés ;
 - les soumissionnaires, candidats à la commande publique.
176. La consultation et de l'acquisition des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) se font gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage. Par ailleurs, les candidats aux appels d'offres lancés par les CTD s'acquittent des frais d'achat des DAO auprès des Recettes régionales ou municipales concernées.

2. De l'exécution des marchés au sein des CTD

177. Dès notification du marché au titulaire, le MO ou le MOD de la CTD dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour délivrer l'ordre de service de démarrage des prestations. Tout marché doit être notifié avant tout commencement d'exécution. Par conséquent, est irrecevable, toute réclamation portant sur les prestations exécutées avant la notification du marché.
178. Les dispositions d'un marché public ne peuvent être modifiées que par voie d'avenant. Toutefois, l'avenant ne peut modifier, ni l'objet du marché, ni le titulaire du marché, ni la monnaie de règlement, ni la formule de révision des prix ou d'actualisation des prix.
179. Il n'est pas nécessaire que le marché initial soit totalement exécuté pour qu'un marché complémentaire soit passé. Toutefois, le Maître d'Ouvrage doit solliciter auprès du Ministre chargé des marchés publics, l'autorisation de passer le marché complémentaire, suivant la procédure de gré à gré, avant la réception du marché initial.
180. Les prestations exécutées dans le cadre des marchés publics font systématiquement l'objet de réception par une commission, dont la composition est indiquée dans les CCAP et selon les modalités indiquées dans les CCAG. Pour les marchés d'audit et d'études, la réception s'effectue par une commission de suivi et de recette technique.

D. Des autres modalités d'exécution

1. Des dépenses de fonctionnement des CTD

181. Ce sont les dépenses liées au fonctionnement des services des CTD. Elles sont renouvelables et permettent à la CTD de faire face à ses charges et obligations courantes.
182. Sont obligatoires, les dépenses de fonctionnement ci-après :
- les traitements et salaires ;
 - les indemnités et autres avantages prévus par les textes en vigueur ;
 - les cotisations sociales ;
 - les impôts et taxes à reverser ;



Page 26 sur 36

- les charges incompressibles liées au fonctionnement des services ;
- les dettes exigibles ;
- les contributions aux organismes d'appui aux CTD prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
- les dépenses résultant de l'exécution des décisions de justice passées en force de chose jugée ;
- les contributions aux regroupements ou associations, dont la CTD est membre ;
- les dépenses de maintenance et d'entretien des routes, d'éclairage public, des formations sanitaires, des établissements scolaires et de toutes autres infrastructures ;
- les dépenses relatives aux fonds de contrepartie ;
- les dépenses de transfert.

183. La Dotation Générale de Fonctionnement allouée aux Communes d'Arrondissement constitue une dépense obligatoire pour les Communautés Urbaines et doit faire l'objet d'un reversement systématique à la fin de chaque trimestre.

184. S'agissant des dépenses relatives à l'enlèvement et au traitement des ordures, les CTD doivent se conformer strictement aux dispositions de la réglementation en vigueur, notamment celles du décret fixant les modalités de centralisation, de répartition et de reversement du produit du droit d'accises spécial destiné aux financements de l'enlèvement et du traitement des ordures, au bénéfice des Collectivités Territoriales Décentralisées.

185. La conclusion d'un contrat entre une CTD et une entreprise en charge du ramassage, du transport et du traitement des ordures est subordonnée, le cas échéant, à l'avis de soutenabilité budgétaire du Ministre chargé des finances.

2. Des dépenses de fonctionnement proscrites aux CTD

186. Les dépenses interdites sont celles qui sont formellement prohibées par les lois et règlements en vigueur. Il s'agit, notamment des :
- prêts consentis par une CTD à une personne privée ;
 - subventions aux associations non déclarées et autres structures non agréées ;
 - subventions aux associations et congrégations religieuses ;
 - subventions aux partis politiques.



3. Des dépenses d'investissement des CTD

187. Les dépenses d'investissement sont celles qui permettent la réalisation des équipements, bâtiments, infrastructures, ainsi que l'acquisition du matériel relatif à ces travaux dans les domaines économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif. Elles ont une incidence sur le patrimoine de la CTD.
188. Les dépenses d'investissement concernent, notamment :
- la construction et l'équipement des marchés, gares routières et abattoirs ;
 - l'amélioration de la qualité de l'environnement, de l'accès à l'eau potable et de la gestion des ressources naturelles ;
 - la réalisation des opérations d'aménagement ;
 - la création des voiries municipales, ainsi que la réhabilitation des routes départementales et régionales ;
 - le développement de l'éclairage public et l'électrification des zones nécessitées ;
 - la création des routes communales non classées ;
 - l'équipement des formations sanitaires ;
 - l'équipement des établissements scolaires ;
 - la réalisation des infrastructures sportives et socio-éducatives au niveau régional ou local ;
 - l'acquisition des matériels pour l'amélioration des services locaux de base ;
 - la réalisation des programmes d'investissement et des projets adoptés par l'organe délibérant.
189. Les dépenses d'investissement des CTD s'exécutent suivant la procédure de la commande publique prévue par la réglementation en vigueur (contrat, bon de commande, lettre commande et marché).
190. Toutefois, certains projets des CTD peuvent être exécutés en régie. La régie est le procédé par lequel la CTD décide d'exécuter elle-même, tout ou une partie des travaux, en ayant recours à ses propres moyens matériels et à son personnel.
191. Sont éligibles à l'exécution des travaux en régie : les opérations de construction, reconstruction, démolition, grosses réparations, rénovation de tout bâtiment ou ouvrage, y compris la préparation du chantier, les travaux de terrassements, l'installation d'équipements ou matériels, la décoration et la finition.



Page 28 sur 36

192. En tout état de cause, la réalisation des projets en régie est subordonnée à l'autorisation préalable du Ministre chargé des marchés publics. Les Ordonnateurs des CTD doivent adresser les demandes d'autorisation y relatives, au plus tard le 15 octobre 2023.

4. De la modification des projets d'investissement public dans les CTD

193. La modification de la nature d'un projet financé par les ressources transférées aux CTD, doit intervenir dans les trois (03) premiers mois de l'exercice budgétaire en cours.

194. Toute modification des autorisations de dépenses issues des ressources du Budget d'Investissement Public doit se faire au sein d'un cadre de concertation regroupant le représentant de l'Etat territorialement compétent, le Chef de l'exécutif de la CTD concernée, les représentants des Ministères en charge des finances, de l'économie, des collectivités territoriales décentralisées et des marchés publics, ainsi que le représentant de l'administration ayant transféré la compétence.

195. Une copie du procès-verbal sanctionnant les travaux ou de l'Avenant du marché régularisant le changement de localité, le cas échéant, doit être transmise au Ministère en charge de l'économie. Pour le cas particulier de la dotation inscrite dans le budget du Ministère en charge des collectivités territoriales décentralisées, les copies des procès-verbaux doivent être transmises aux Ministères en charge des finances, de l'économie, et des collectivités territoriales décentralisées.

196. Toute modification, en cours d'exercice, de la nature d'un projet d'investissement financé par la Dotation Générale de la Décentralisation est conditionnée par l'autorisation du Ministre en charge des investissements publics, après examen de l'état de maturité et l'approbation de l'organe délibérant. Cette autorisation est fondée sur la preuve de la carence du projet initial, l'existence des éléments de maturité et d'un chronogramme de mise en œuvre du nouveau projet.

197. Les erreurs sur les autorisations de dépenses sont de trois (03) types : les erreurs matérielles, les erreurs sur l'imputation budgétaire et les erreurs d'assignation de la circonscription financière du poste comptable :

- les **erreurs matérielles** sont des erreurs de saisie relatives à la localité d'exécution du projet, au libellé du projet, à la quantité à réaliser et au poste comptable dans la même circonscription financière et dont la correction ne modifie ni la nature économique du projet, ni le gestionnaire de la dépense concernée ou la circonscription financière d'assignation ;
- les **erreurs sur l'imputation budgétaire** désignent généralement les erreurs sur la nature économique et la structure destinataire de la dépense, dont la correction nécessite une modification de l'imputation budgétaire, sur laquelle est adossée l'autorisation de dépenses ;
- l'**erreur d'assignation de la circonscription financière du poste comptable** décrit le cas où le poste comptable assignataire de l'autorisation de dépenses est localisé dans une circonscription financière différente de celle du gestionnaire de la dépense.

198. La correction d'une erreur matérielle ou la modification d'un projet à l'initiative de la CTD, dont les changements ne modifient pas la nature économique, se fait au cours d'une session spéciale du cadre de concertation autour du Gouverneur/Préfet territorialement compétent. Les travaux de cette instance sont sanctionnés par un procès-verbal. Une copie dudit procès-verbal est transmise au Ministre/Ordonnateur du Chapitre budgétaire support de l'autorisation de dépenses et au Ministre en charge des investissements publics.

199. La correction des erreurs sur l'imputation budgétaire, sur la circonscription financière du poste comptable d'une Région à une autre ou la modification d'un projet à l'initiative de la CTD modifiant la nature économique, se fait au niveau des services centraux de l'Etat.

200. Pour les cas évoqués au point 199 ci-dessus, la correction d'erreurs constatées sur l'Autorisation de dépenses requiert systématiquement l'accord préalable du Ministre chargé des investissements publics.

IV. DU SUIVI-EVALUATION, DU CONTROLE ET DU REPORTING DES BUDGETS DES CTD

A. Du suivi-évaluation

201. En vue d'un meilleur accompagnement et renforcement de la performance des CTD, leurs activités budgétaires, financières et comptables font l'objet d'un suivi régulier par les services compétents de l'Etat.

202. Afin de permettre un meilleur suivi et de faciliter la tenue d'une comptabilité exhaustive des ordonnancements, les Contrôleurs Financiers Régionaux collectent et transmettent trimestriellement à la Direction Générale



du Budget, toutes les informations relatives à l'exécution du budget au niveau des CTD.

203. En vue du suivi, en temps réel, de l'exécution physico-financière des projets relevant des ressources transférées aux Communes et, dans l'optique de pallier les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre desdits projets, il est mis en place un Comité Technique Communal de suivi de l'exécution physico-financière de l'investissement public à gestion communale, toutes sources de financement confondues. Placé sous la présidence du Chef de l'Exécutif Communal, ce Comité est chargé de :

- centraliser les données d'exécution physico-financière de tous les projets d'investissement public exécutés par la commune concernée, sur la base des informations fournies par les Ingénieurs de Contrôle, certifiées par écrit, et consignées dans des fiches de projet conçues à cet effet;
- constater la mise en œuvre de la programmation des marchés d'investissement public de la Commune ;
- renseigner les états de performance par rapport aux projets de la Commune.

204. Le rapport sanctionnant lesdits travaux est transmis, à la diligence de son président, au Sous-comité Technique Départemental de suivi du BIP.

205. À la fin de chaque mois, le Contrôleur Financier territorialement compétent vérifie et authentifie les informations contenues dans les fiches de remontée de l'information budgétaire, puis les transmet suivant le circuit ainsi décrit :

transmission des fiches tenues par les Contrôleurs Financiers d'Arrondissement et des Collectivités Territoriales Décentralisées (ou des Receveurs Municipaux dans leur rôle de Contrôleur Financier auprès des CTD), aux Contrôleurs Financiers Départementaux de rattachement, cinq (05) jours au plus, après la fin de chaque mois ;

vérification, authentification, validation et synthèse des informations par les Contrôleurs Financiers Départementaux, puis transmission aux Contrôleurs Financiers Régionaux de rattachement, dix (10) jours au plus, après la fin de chaque mois ;

centralisation et consolidation, au moyen du dispositif informatique, des informations par les Contrôleurs Financiers Régionaux et transmission à la Direction Générale du Budget, au plus tard quinze (15) jours, suivant la fin de chaque mois.

206. La comptabilité budgétaire de la CTD a pour objet de retracer les opérations d'exécution de son budget en recettes et en dépenses. Elle permet de suivre les liquidations, émissions, prises en charge, encaissement et restes à recouvrer en

matière de recettes, d'une part, les engagements, liquidation, ordonnancements, paiement et restes à payer en matière de dépenses, d'autre part.

B. Du contrôle de l'exécution

207. Les opérations relatives à l'exécution des budgets des CTD font l'objet de contrôles juridictionnel, administratif et de l'Organe Délibérant, ainsi que des audits.

1. Du contrôle juridictionnel

208. Le contrôle juridictionnel des comptes des CTD est exercé par la Chambre des Comptes de la Cour Suprême et les Tribunaux Régionaux des Comptes, conformément aux lois et règlements en vigueur.

209. La Chambre des Comptes contrôle la légalité financière et la conformité budgétaire de toutes les opérations de dépenses et de recettes des CTD. A ce titre, elle constate les irrégularités et les fautes de gestion commise par les Ordonnateurs et Comptables Publics des CTD et fixe, le cas échéant, le montant du préjudice qui en résulte.

2. Du contrôle Administratif

210. Le contrôle administratif comprend:

- le contrôle exercé par les institutions et organes de contrôle de l'Etat ;
- le contrôle financier et comptable tel que défini par le Régime Financier de l'Etat et des Autres Entités Publiques ;
- l'audit interne exercé par l'exécutif de la CTD ;
- le contrôle de régularité et de performance de la gestion des CTD et des Etablissements Publics locaux, ainsi que des entités privées ayant reçu une subvention, un aval ou une caution de la CTD mené par les services spécialisés de l'Etat, conformément aux lois et règlements en vigueur.

3. Du contrôle interne

211. Lors de l'examen du projet de budget ou du compte administratif de la CTD, l'Organe Délibérant exerce un contrôle sur l'exécution du budget, ainsi que sur les programmes et projets y afférents.

212. Des audits peuvent être effectués à la demande du représentant de l'Etat, de l'Organe Délibérant ou de l'exécutif de la CTD concernée.



213. L'audit a pour but de signaler en temps utile, les écarts par rapport à la norme ou les atteintes aux principes de la conformité aux lois, de l'efficacité et de l'efficience, de la gestion budgétaire, comptable et matières. Il vise à proposer, le cas échéant, les mesures correctives nécessaires.

C. Du reporting de l'exécution

1. De la comptabilité budgétaire

214. Le Contrôleur Financier est tenu de produire et transmettre au Ministre chargé des finances (Direction Générale du Budget) un rapport trimestriel et annuel d'exécution du budget, au plus tard quarante-cinq (45) jours, respectivement après la fin du trimestre et de l'exercice budgétaire.

215. A la fin de l'exercice, chaque Ordonnateur de la CTD fait tenir aux Ministres chargés des collectivités territoriales décentralisées, des finances et des investissements publics, à titre de compte rendu, un rapport d'exécution physique et financier des projets inscrits au budget de la CTD concernée.

216. La comptabilité budgétaire d'une CTD est renseignée dans la phase administrative par l'Ordonnateur et dans la phase comptable par le Comptable Public de la CTD.

217. Les opérations de la comptabilité budgétaire des CTD sont justifiées par la production d'un compte administratif établi annuellement par l'Ordonnateur de la CTD.

218. Le compte administratif est signé par l'Ordonnateur de la CTD qui approuve les montants des ordres de paiement et de recettes pris en charge par le Comptable Public de la CTD. Il est appuyé des états de développement des recettes et de dépenses budgétaires établis par le Comptable Public de la CTD.

219. Dans la perspective de la reddition des comptes administratifs, les Ordonnateurs des CTD doivent accorder un soin particulier au classement et à la conservation des documents administratifs et financiers, supports de leurs comptes administratifs.

220. Le compte administratif de l'exercice 2023 doit être adopté par l'Organe Délibérant, au plus tard le 31 mars 2024 et approuvé, au plus tard le 30 avril 2024.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
VISA

221. Un exemplaire du compte administratif approuvé doit être transmis, à la diligence du Chef de l'exécutif de la CTD concernée, aux Ministères en charge de la décentralisation et des finances, ainsi qu'à la juridiction des comptes, dans les trente (30) jours suivant son approbation.

2. De la reddition des comptes

222. Le Comptable Public de la CTD est tenu de communiquer à l'Ordonnateur, de manière hebdomadaire, la situation de la trésorerie et de manière mensuelle la balance des comptes.

223. Le Comptable Public de la CTD est tenu de produire un plan de trésorerie annuel en cohérence avec le plan d'engagement de l'Ordonnateur de la CTD. Ce plan de trésorerie doit être actualisé mensuellement.

224. Les Comptables Publics placés auprès des CTD sont astreints à la production et à la transmission, au plus tard le 05 de chaque mois, au Comptable Supérieur de rattachement (TPG), pour exploitation et centralisation, les situations périodiques suivantes :

- la balance générale des comptes du poste ;
- le procès-verbal de contrôle interne du poste ;
- le certificat mensuel des recettes et des dépenses ;
- l'extrait mensuel des comptes bancaires ouverts ;
- les états de concordances bancaires mensuels (Banque, CCP, Trésor) ;
- les états nominatifs de RAR et des RAP ;
- la situation d'exécution budgétaire mensuelle en recettes et en dépenses ;
- la situation mensuelle des dettes financières ;
- la situation mensuelle des valeurs inactives.

225. Les Comptables Centralisateurs notifient aux Comptables Publics placés auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées qui leur sont rattachés, les fiches techniques d'analyse des situations périodiques qui en découlent.

226. Le non-respect de l'obligation de production et de transmission des situations périodiques sus-évoquées, entraîne la suspension par le Comptable Supérieur de rattachement de l'exécution des ordres de paiement émanant des comptables défaillants.

227. Les Comptables Publics placés auprès des CTD sont astreints, en cas de nomination ou de mutation intervenue au cours de l'exercice, à produire le compte de gestion pour la période couvrant leur activité avant leur départ du poste.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
VISA
014118 30 DEC 2022

228. Le compte de gestion est un document de synthèse présenté à la clôture de l'exercice par chaque Comptable Principal et transmis à la Juridiction des Comptes. Il est accompagné des pièces justificatives, conformément à la réglementation en vigueur et assorti d'un certain nombre de formalités.

229. Le compte de gestion produit par le Comptable Public de la CTD fait l'objet d'un examen par les services compétents de la DGTCFM, préalablement à son adoption par l'Organe Délibérant.

230. Le compte de gestion de l'exercice 2022 doit être conservé dans chaque poste comptable de la CTD, jusqu'à sa transmission à la Juridiction des Comptes.

231. Le Receveur Municipal ou Régional est astreint à la production d'un compte de gestion sur chiffres et sur pièces à la fin de chaque exercice budgétaire. Il le soumet à l'approbation de l'Organe Délibérant de la CTD. Le compte de gestion une fois approuvé, est transmis à la Juridiction des Comptes, au plus tard trois (03) mois après la période complémentaire.

232. Les Receveurs des CTD doivent transmettre leur plan de Trésorerie Annuel et Mensuel, ainsi que le rapport du Comité de Trésorerie à leur Comptable assignataire pour centralisation et acheminement à la DGTCFM (Direction de la Trésorerie), aux fins de prise en compte dans le Plan de Trésorerie de l'Etat.

233. Des sessions de formation des personnels des services financiers et des Etablissements Publics des CTD sur l'élaboration des Plans de Trésorerie et la mise en place d'un Comité de Trésorerie doivent être organisées par la Direction de la Trésorerie.

234. Au plus tard le 31 décembre 2023, les Comptables Publics placés auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées déposent dans les services du Comptable Supérieur de rattachement, l'ensemble des ordres de retrait et/ou de virement, pour ce qui est des subventions et/ou des crédits transférés.

235. Les Ordonnateurs et les Comptables Publics des CTD doivent installer, mettre en réseau et utiliser le logiciel « SIM-ba » dans les CTD, en vue de la production des états financiers consolidés.

V. DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

236. Les missions officielles à l'étranger des Chefs et membres des Exécutifs Régionaux et Municipaux, ainsi que des membres des Bureaux Régionaux et

Municipaux sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation de sortie du territoire national, délivrée par le Ministre chargé des collectivités territoriales décentralisées. La prise en charge desdites missions incombe à la CTD concernée.

237. Les déplacements effectués, à titre privé, par les Chefs et membres des Exécutifs Régionaux et Municipaux, ainsi que les membres des Bureaux Régionaux et Municipaux sont à leur charge exclusive.

238. Les acteurs et intervenants de la chaîne d'exécution des budgets des CTD doivent veiller au respect scrupuleux des dispositions de la présente Lettre-Circulaire, en vue d'assurer une exécution harmonieuse des budgets des CTD./-

Yaoundé, le 6 JAN 2023

Copies:

- MINDEVEL;
- MINEPAT;
- MINMAP.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
VISA
014118 30 DEC 2022
PRIME MINISTER'S OFFICE



Le Ministre des Finances,

Louis Paul MOTAZE

Crime et rupture

Célestin Bedziguï*. L'assassinat de Martinez Zogo comme glas de ma répudiation du label "parti allié du Président Biys".

Il y a moins de 48 heures, de manière prémonitrice, je m'inquiétais dans une tribune signée dans le quotidien Le Jour, de la dérive sauvage, barbare et sanguinaire dans laquelle certains compatriotes entraînaient notre pays. A l'occasion, je mettais en exergue les dangers encourus par les journalistes, citant notamment le cas de Martinez Zogo à l'époque juridiquement disparu. Je signalais que le peuple voyait dans l'impassibilité du détenteur du pouvoir au Cameroun un indice troublant d'une complicité objective entre lui et les grands criminels que son régime couvrait en leur donnant la possibilité de réussir une multitude de casses du Trésor Public et une inféodation de l'appareil judiciaire à leur dessein funeste. Je soulignais que cette impassibilité vantée par certains intellectuels hagiographe du régime comme étant une marque du génie politique de Biya, pouvait cacher en réalité sa désormais incapacité à gouverner les Cameroun.

Un régime que certains qualifient de pouvoir Ekang qui assassine un jeune EKANG

Sous un plan holistique pour certains il pourrait s'agir d'une réédition de l'histoire ou se joue la guerre séculaire Ewondo-Boulou contre Eton-Manguissa. L'épisode le plus significatif de cet antagonisme a été relevé au moment de la liquidation politique d'André Marie Mbida, le

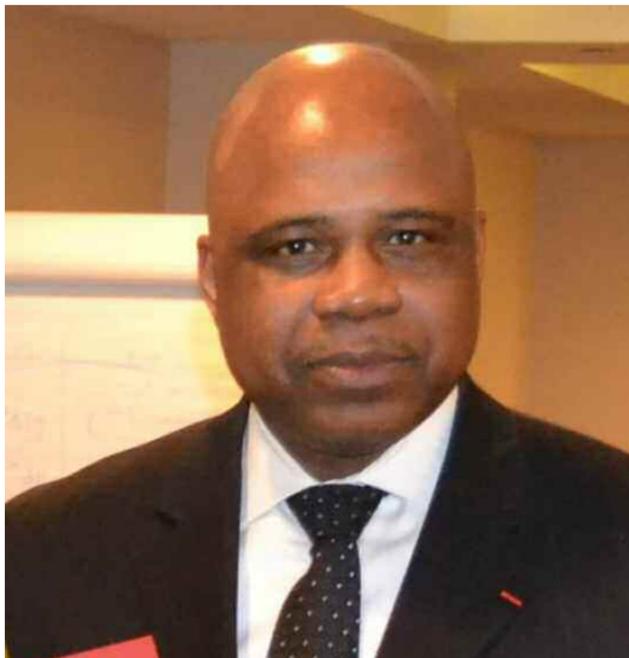
premier Premier Ministre du Cameroun. En la circonstance, on a vu Assale, Boulou, s'associer à André Fouda, Ewondo, offrir la tête de Mbida à son concurrent Ahidjo. L'alliance sera scellée à Nko'vos près d'Ebolowa, au cours des tractations nocturnes du premier Congrès de l'UC. L'une des conséquences sera l'incarcération de Mbida dans la prison politique de Mentoum d'où il reviendra aveugle et physiquement diminué.

L'une des caractéristiques fortes de la saga du Trésor public est que ses piliers sont principalement Boulou - Ewondo. Martinez Zogo ne pouvait pas bénéficier de la clémence de ses bourreaux dont l'origine est facile à deviner, lui qui était comme moi Eton-Manguissa. Ainsi pourra s'effondrer le mur ethnique sur lequel le régime s'appuyait et qu'en s'exposant à perdre la confiance de la composante Eton-Manguissa, le régime commence sa marche vers sa d'échéance désormais inéluctable.

En tout État de cause, cet assassinat dans des conditions absolument macabres vient confirmer dans tous les esprits patriotes et dotés d'un minimum de raison que le Président Biya n'est plus en capacité de contrôler l'esprit du mal qu'il a laissé prospérer dans notre pays et qu'en conséquent il est temps pour lui de quitter le pouvoir.

Le moment de la rupture

Rompre avec ce régime est



donc pour moi la marque de mon indignation devant le caractère criminel de sa gestion du pays ces dernières années. Et pourtant, la ligne politique modérée du Parti de l'Alliance Libérale -PAL- nous a longtemps incité à jouer la carte du compromis républicain, dans l'espoir que notre apport en réflexions et idées pourrait apporter un plus au potentiel gouvernemental. Notre soutien sans contrepartie à sa candidature lors de la dernière élection présidentielle, le premier soutien et le plus significatif à l'époque, nous vaudra de nous voir accoler l'étiquette de "parti allié" bien que par la suite, sous quelque forme que ce soit, nous

n'ayons été associé à la "majorité présidentielle".

L'assassinat de Martinez Zogo qui est un crime politique avéré facilement imputable au camp présidentiel nous commande autant pour des raisons morales que pour des raisons politiques de répudier totalement et de manière irrévocable ce label de "parti allié" au Président Biya. Le régime qu'il incarne est un régime criminel que chevauchent de nombreux criminels dont le vrai visage est aujourd'hui démasqué. A cette occasion, j'en appelle à tous les leaders et partis politiques d'exprimer leur prise de distance avec ce régime qui au regard de sa nature criminogène, mé-

rite un statut de paria, tant pour les populations de notre pays que pour l'opinion internationale

De la responsabilité politique du Chef du régime

Les spécialistes du débat sur le sexe des anges en politique pour pérorer sur la culpabilité directe du Chef du régime dans ce qui se passe sous nos yeux. En vérité, nul ne saurait contester la responsabilité politique in fine de Chef du régime et pour cause.

Martinez Zogo a été assassiné après avoir rendu public le résultat d'une enquête sur des détournements massifs des ressources publiques, détournements dans lesquels sont impliqués de très hauts responsables de l'État au demeurant très proches du Chef de ce régime. L'alerte de ces pratiques a été donnée depuis des années. Il s'agit de centaines de milliards F. De deux choses l'une: soit au nez et à la barbe du Chef du régime des sommes aussi importantes peuvent être siphonnées du Trésor Public sans attirer son attention, soit il en est informé mais ferme les yeux dans une attitude de complicité objective. Dans les deux cas de figures, la preuve est faite que le Chef du régime n'est plus moralement et peut-être physiquement en capacité de défendre les intérêts primordiaux du Cameroun.

En fait, l'impunité dont semble bénéficier certains gestionnaires des ressources publiques est une preuve de

collusion dans le crime s'il en fallait une.

De voir l'impassibilité affichée devant de graves indices d'atteinte à la fortune publique même lorsque ces indices sont compilés par de hauts magistrats comparativement à la diligence mise par le Chef du régime de descendre de son piédestal pour instruire des sollicitations à des petits problèmes

de règlement de factures de travaux de stade suggère la question de savoir, si l'impunité constatée n'est pas la signature d'une complicité objective ou si alors elle renvoie à une incapacité du Chef du régime à gérer les affaires de l'État. Aujourd'hui, à l'impunité des vols Vien s'ajoute celle des crimes de sang. La conclusion qui se déduit de ce constat est implacable: Le Chef de ce régime a l'obligation morale de dégager du pouvoir.

Au moment où nous dénonçons et répudions le label surfait de "parti allié" du Président Biya, nous nous engageons à l'élaboration de propositions visant à donner au peuple le courage de relever le défi de vaincre l'esprit du mal qui tente de prendre le pouvoir au Cameroun, en profitant des temps crépusculaires d'un régime moralement discrédité. Nous entendons ainsi redonner espoir à la jeunesse camerounaise aujourd'hui tentés par le désespoir et la colère.

*Élu Local
Président du PAL

Le cadavre mutilé

Armand Leka Essomba*

L'on s'empare d'un fugitif désigné comme dangereux pour certains. Ce dernier est immobilisé, brutalement roué de coups de poings, de pieds, de gourdins, de barres de fer.

De façon méthodique, il lui est infligé les pires tortures physiques, on lui impose parfois toutes sortes d'humiliations. Il arrive qu'on lui administre des injections de lait pour le suicider. Les zones les plus sensibles de son corps sont particulièrement visées: les yeux, les oreilles, le nez, les testicules. Les tortures sont particulièrement ciblées. Il râle, supplie, crie, agonise se vide et meurt dans des conditions d'atroces douleurs.

Il peut arriver que les bourreaux achèvent cette esthétique funeste au-delà même du dernier souffle. L'exécution et la séance de torture cruelle peut aller jusqu'à une incinération sauvage du corps mutilé qui gît là sans vie: le corps d'un humain est passé aux flammes, soit à l'aide de vieilles roues usées qu'on entoure au pourtour de son corps, soit avec de l'essence pure et simple.

Il peut arriver également qu'il soit abandonné là sur le lieu de sa peine, au bord d'un bac à ordures, et le corps peut être re-

trouvé le matin ou quelques jours après, parfois après une pluie diluvienne, comme n'importe quelle autre ordures...

Politique de la cruauté

La page de cruauté rare dont le Cameroun est témoin ces derniers jours, dévoilerait hélas, le potentiel de violence meurtrière inscrit depuis quelque temps au cœur des processus d'avilissement de nos prétendus socialités et humanités.

L'on voit comment les excès d'une juridiction vindicative et d'une mentalité meurtrière constituent les figures sociales émergentes que s'inventent des groupes organisés et décidés à se faire justice en marge des normes autorisées en la matière.

Toutes choses qui tendent subtilement à fonder une socialité criminelle et agressive, de laquelle participent même certains agents officiellement en charge de la sécurité des gens.

La notion de justice populaire peut paraître doublement trompeuse. Elle pourrait non seulement suggérer une forme légitime d'administration de la justice, mais également faire croire dans ses modalités d'institution sociale, à une simple



pratique marginale, à laquelle se livreraient quelques groupuscules de personnes excédées et désabusées par la montée de l'insécurité urbaine simplement.

Pourtant, sa banalisation et le recours de plus en plus courant à cette pratique, traduisent bien

non seulement un état d'esprit social, mais aussi, dévoile la manière avec laquelle les autorités publiques rusent avec la criminalité, la gestion de la sécurité urbaine et les lois sociales admises

La justice populaire apparaît

non plus comme une simple pratique isolée de quelques citadins désabusés par la montée de l'insécurité, mais comme participant d'une politique passive et subtilement entretenue par les pouvoirs publics eux-mêmes.

Dans cette perspective, les accusations de violation des droits de l'homme, ne peuvent pas explicitement mettre en cause les pouvoirs publics, si les homicides, les exécutions extrajudiciaires sont le fait de citoyens isolés.

La relative indifférence des autorités publiques devant la multiplication des pratiques d'homicides publics, pourrait rendre compte d'une réalité subtile: l'inflation des pratiques de justice populaire fait partie de l'arsenal des procédures d'exception auxquelles recourt de manière informelle l'Etat

Risques d'une juridiction de la rue

Ce qui s'est vu à travers l'assassinat brutal du journaliste ZOGO Martinez n'est pas bon signe.

La pratique des exécutions extrajudiciaires par des forces de l'ombre dans ce contexte met en scène une situation

d'exception donnant droit à n'importe qui de s'octroyer le pouvoir de recourir à la peine de mort.

Cette punition maximale encore présente dans notre infrastructure judiciaire, mais plus jamais appliquée officiellement depuis de nombreuses décennies du fait des pressions diverses, liées à un contexte général de redécouverte de l'éthique des droits de l'homme.

Il nous faut donc absolument dénoncer et condamner de la manière la plus ferme et la plus radicale ce types de bavures et de crimes odieux, en insistant sur le fait que ce crime ne saurait se réduire à une simple anecdote d'une époque d'ensauvagement.

Notre société court en effet un grand risque si tout ceci n'est pas rapidement contrôlé avec civilité par des mécanismes structurels.

Tout ceci pourrait déboucher dans un avenir pas lointain à un large et profond processus de socialisation criminelle des individus, à la constitution d'une mentalité urbaine meurtrière et d'un esprit de vindicte dont les effets sont difficiles à prévoir.

*Département de sociologie-CERESC/UYI

Racing contraint au partage des points

Mtn Elite Two. Le Tout-puissant de l'Ouest et l'Aigle royal du Moungo se sont séparés sur le score de parité (1-1), lors de la 12ème journée de ce championnat au stade municipal de Bafoussam-Bamendzi hier.



Stade municipal de Bafoussam-Bamendzi le mercredi 25 janvier 2023. Rencontre Racing football club de Bafoussam et Aigle royal du Moungo (1-1)

Aigle royal du Moungo cloue Racing football club de Bafoussam aux arrêts de jeux. Sur un corner, Riche Pintchou Kouaya, de l'équipe du Moungo réussit à inscrire le but d'égalisation face au Tout-puissant de l'Ouest (Tpo). Cette performance est enregistrée au moment où les supporters de l'équipe de la Mifi attendaient le coup de sifflet final qui viendra confirmer leur victoire du jour, dans ce qui était considéré

comme le choc, programmé pour le compte de la 12ème journée du championnat Mtn Elite Two au stade municipal de Bafoussam-Bamendzi hier mercredi 25 janvier.

Pourtant, les spectateurs ayant fait le déplacement hier soir pour vivre cette rencontre en direct, avaient déjà salué le coup parfait de Joseph Boniface Biba. Le coach du Racing football club de Bafoussam ayant opéré un double remplacement

dans son équipe. Franky Obama Elo, attaquant de cette formation, va dans ses premières touches de ballons après son entrée, deux minutes plutôt, créer l'écart. Le but qu'il inscrit à la 65ème minute fait vibrer les supporters du Tout-puissant de l'Ouest (Tpo).

C'est à ce moment que l'attaquant du Tpo ouvre le score devant un public qui manifestait déjà la soif de voir cette équipe faire la différence. Dans ce

match comptant pour la 12ème journée du championnat Mtn Elite Two, les poulains de Pierre Cyrille Bilong, coach de la formation du Moungo se montraient plus réalistes. Mais ils vont pêcher au niveau défensif. Un manque de vigilance qui coûtera cher à cette équipe en déplacement au stade municipal de Bafoussam-Bamendzi.

La coupure électrique survenue à la 75ème minute de cette rencontre courue par de nombreux supporters, pour un plein d'œuf, va décourager certains spectateurs jusqu'à là, déterminés à vivre les ultimes instants de ce match. En nocturne, Aurélien Abadoma, arbitre, va arrêter la rencontre pendant plus de 15 minutes, le temps pour les responsables du stade de réactiver le système d'éclairage. Après le retour de l'énergie dans la ville de Bafoussam, avec les lampes fonctionnelles à la tribune, mais il va falloir un peu plus pour l'éclairage du terrain. Las d'attendre, d'autres spectateurs vont quitter le stade afin la fin du match. Cependant, les plus courageux vont attendre jusqu'à avec l'expérience de vivre le but d'égalisation de Aigle royal du Moungo face à Racing football club de Bafoussam. Une rencontre qui s'est soldée sur le score de parité d'un but partout.

Aurélien Kanouo

Réactions

« Nous allons continuer à travailler »

Joseph Boniface Biba, coach de Racing football club de Bafoussam



« Nous jouons la montée »

Pierre Cyrille Bilong, coach de Aigle royal du Moungo



Nous nous sommes faits prendre sur un ballon arrêté. Malheureusement parce qu'on a envie d'essayer au regard du nombre de buts que Aigle royal du Moungo encaisse ces derniers temps. Globalement, on a maîtrisé les atouts du Racing. Je crois qu'on méritait le point de ce soir. Nous l'avons fait. Nous avons produit le jeu. Nous avons eu des opportunités. Nous sommes fiers de notre prestation d'aujourd'hui. Dès que Racing a marqué, automatiquement, tout s'est joué dans la tête. Et le but nous a remonté. Il nous permet ainsi d'envisager des lendemains meilleurs. Aigle joue ac-

tuellement la montée. Il ne faut se le cacher.

Propos recueillis par A.K

Les équipes connaissent leurs adversaires

Kia Veterans Tennis Tournament. Le tirage au sort des poules de la compétition qui aura lieu du 27 au 29 janvier prochains, a eu lieu avant-hier à Yaoundé.



Yaoundé, le 24 janvier 2023. Présentation du maillot des joueurs devant prendre part au KIA veteran tennis Tournament

Les joueurs vétérans de tennis seront à l'honneur du 27 au 29 janvier prochains à Yaoundé. C'est à l'occasion de la 1ère édition du KIA Veterans Tennis Tournament, qui aura pour cadre les courts de l'hôtel des Députés. C'est une grande première au Cameroun pour KM Auto à travers sa marque KIA de s'investir dans le

sport, comme il le fait partout dans le monde au tennis mais aussi dans le football. Il s'agit pour les organisateurs, de promouvoir et de valoriser le tennis local, avec la conviction que cette synergie entre les compétiteurs, le public et les partenaires sera au bénéfice de tous.

Près d'une quarantaine de joueurs est attendue à cette

compétition, dans divers clubs de la ville de Yaoundé exclusivement. Le tirage au sort des poules a eu lieu le 24 janvier dernier à Yaoundé. Victor Emmanuel Mienne, le coordonnateur technique de la compétition, parle d'abord de la catégorisation des joueurs. « La compétition va se dérouler par équipe. Les équipes sont com-

posées de cinq joueurs vétérans. Nous avons les vétérans seniors, c'est-à-dire les plus de 55 ans ; on a les vétérans juniors qui vont de 35 à 54 ans. La composition d'une équipe est faite de deux seniors plus trois juniors », indique-t-il. Et sur la formule de la compétition : « Les confrontations vont se faire de manière à ce que le numéro 1 chez les seniors va rencontrer le numéro 1 de l'autre équipe senior. Ça fait le premier match. Toujours dans la même équipe, le deuxième match des simples va se jouer entre le 1er vétéran junior de la même équipe contre le premier vétéran junior de l'autre équipe. Si maintenant l'équipe gagne ses deux simples, on n'a plus besoin d'aller faire le match qui va les départager, le super tie-break. Mais en cas d'égalité à un set partout, on va organiser le tie-break pour les départager ». Cinq clubs se sont engagés pour ce Tournoi.

Achille Chountsa

Chez les Messieurs

Poule A

Tennis club Député I

Tennis club Messa

Poule B

Tennis club Député II

Yuc

Tennis club 88

Chez les dames

Poule A

Tennis club 88

Tennis club Député

Poule B

Tennis club Messa

Yuc

« Nous voulons marquer les esprits »

Van-Bavel Makon. La présidente du Comité d'organisation, par ailleurs Directeur Général de KIA, décline les axes du tournoi de tennis qui va se disputer à Yaoundé le week-end prochain.

Vous organisez ce KIA Veterans Tennis Tournament. De quoi s'agit-il ?

On va commencer par la genèse. Depuis la création de KIA au Cameroun, nous n'avons jamais marqué notre présence par un événement Corporate. Vous le savez, dans le monde, KIA est engagé dans le sport dans les disciplines comme le tennis, mais également du football. Aujourd'hui, c'est la concrétisation d'une idée, qui est allée dans la suite logique sur les engagements sur le plan mondial de KIA. Pourquoi le sport ? C'est parce que le sport unit. C'est ce que nous voulons également faire ici. Nous voulons par-là unir, marquer les esprits et dire qu'ensemble, en équipe, nous pouvons aller plus loin. Donc, c'est surtout ce que nous voulons apporter aujourd'hui au Cameroun et puis par-là, marquer notre présence.

Qu'est-ce qui explique le choix d'un tournoi de tennis ?

C'est tout simplement dans la continuité des engagements de KIA-Corée, qui encadre et le tennis, et le football. Donc, nous sommes allés dans le tennis. Nous avons fait le football il y a quelques mois. Nous avons envoyé un jeune camerounais porteur de ballon au Qatar. Aujourd'hui, c'est le tennis après le football de la Fifa que nous sponsorisons également.



En quoi se décline cette 1ère édition du KIA Veterans Tennis Tournament ?

Nous avons trois jours d'activités ; Le premier jour, vendredi 27 sera dédié au lancement de ce Tournoi, qui va démarrer par un cocktail d'ouverture, au cours duquel nous allons remettre officiellement les kits pour les joueurs aux présidents des clubs. Les noms des joueurs seront également annoncés. Dès le samedi, nous démarrons avec les matchs sur les courts de l'Hôtel des Députés. Donc, de 8h à 18h, les vétérans s'affronteront en double. Et dimanche, nous aurons donc les demi-finales et les finales ; suivra la cérémonie de clôture avec la remise des prix.

Propos recueillis par A.C

PRESS RELEASE

Afriland First Group SA and BGFI Holding Corporation enter into an Inter-Bank Cooperation Agreement

Henri Claude Oyima, Chairperson and CEO of BGFI Holding Corporation and **Joseph Toubi**, Executive Vice President of Afriland First Group SA, have signed an Inter-Bank Cooperation Agreement this 20 January 2023 at Krystal Palace Hotel in Douala.

The Agreement reflects the resolve by both parent Groups to take advantage of opportunities they identified in terms of project co-financing, international trade and shared research. Both Groups intend to pool their efforts through exchange of know-how and information on the African and global markets where they operate.

In addition to banking operations between both Groups, the Agreement provides a framework for optimising human resources, ranging from secondment of staff and/or teams, to training of staff in their respective Training Centres.

The signing institutions have emphasised their commitment to comply with applicable laws and regulations, including regulatory and anti-money laundering and anti-corruption requirements wherever they are established.

Both banking groups were created in Central Africa, one in Cameroon in 1987 and the other in Gabon in 1971 respectively. They have gradually expanded internationally, first in Africa and then throughout Europe and Asia.



According to **Joseph TOUBI** :

"Since its inception, Afriland First Group has always maintained friendly relations with institutions from various backgrounds: development partners, public and private investors, regulatory authorities, and so on. The Agreement we have signed today is in line with the same approach, that is, to go further together to serve our beloved continent and enable it to capture a significant share of the world's wealth."

As for **Henri-Claude OYIMA** :

"Through this alliance, we intend, alongside our partner Afriland First Group, to pool our expertise and productivity gains so as to improve our joint offer on this now enlarged market."



ABOUT

BGFIBank Group

BGFIBank Group is an international multi-business financial Group that combines financial strength, sustainable growth strategy and risk management, with the vision of being the reference bank in terms of service quality wherever it is established. True to its core values, namely Work, Integrity, Transparency, Responsibility and Team Spirit, the Group is dedicated to ensuring quality service. It provides its individual, corporate and institutional clients with a wide range of products and services as part of a sustainable relationship. BGFIBank Group is improving its offer on a permanent basis, building on the expertise of partners and therefore opening up to new fields. Over 2,300 staff in 12 countries provide daily support to a diverse clientele in Benin, Cameroon, Central African Republic, Congo, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Equatorial Guinea, Madagascar, Democratic Republic of Congo, Sao Tome and Principe and Senegal.

Afriland First Group SA

Afriland First Group SA is the holding company of the Swiss-based Afriland First Bank Group, operating through its Entities mainly in Sub-Saharan Africa (Cameroon, Democratic Republic of Congo, Côte d'Ivoire, Guinea-Conakry, Liberia, Sao Tome & Principe, South Sudan), and with representation offices in China, Singapore and France.

Afriland First Group is led by Africans committed to achieving the best possible economic performance in a socially and environmentally responsible manner, to the utmost satisfaction of its shareholders. The philosophy of action of Afriland First Group's entities rests on four key principles: customer satisfaction, ongoing innovation, financial and non-financial support to African entrepreneurs, and win-win partnerships.